

Revue financière

14	Rapport de gestion	47	Régimes de paiements fondés sur des actions
14	Mesures non conformes aux IFRS	48	Transactions avec des parties liées
15	Vue d'ensemble des activités	49	Méthodes comptables critiques et estimations
17	Points saillants – rendement des principaux secteurs d'activité pour l'exercice 2021	53	Instruments financiers
19	Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2021	53	Adoption de nouvelles normes et de normes révisées
20	Perspectives pour l'exercice 2022	53	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
21	Aperçu financier	54	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
27	Informations financières trimestrielles	54	Gestion des risques
32	Résultats par secteur d'activité	58	Politique en matière de dividendes
43	Situation financière	58	Déclaration de dividendes
44	Arrangements hors bilan	59	Renseignements supplémentaires
44	Dettes bancaires et autres facilités de crédit	60	Rapport de l'auditeur indépendant
44	Situation de trésorerie et sources de financement	64	États financiers consolidés et notes
45	Actions privilégiées	111	Informations supplémentaires
45	Dévaluations convertibles	117	Glossaire
46	Données sur les actions en circulation		

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS :

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, les incidences persistantes potentielles de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur nos activités, nos résultats financiers et notre situation financière, ainsi que sur la conjoncture économique et des marchés financiers à l'échelle mondiale, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Groupe Canaccord Genuity. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2022 », contiennent de l'information prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers, les risques et incertitudes et les incidences persistantes potentielles de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur nos activités, nos résultats financiers et notre situation financière, ainsi que sur la conjoncture économique et des marchés financiers à l'échelle mondiale, décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, de même que les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2022 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit également tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Exercice 2021 clos le 31 mars 2021 – ce document est daté du 1^{er} juin 2021.

Le présent rapport de gestion de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2021 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou si le contexte l'exige, « Société » ou « Groupe Canaccord Genuity » renvoie à Groupe Canaccord Genuity Inc. et à ses filiales directes et indirectes. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2021 et 2020, à partir de la page 64 du présent rapport. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2021 et 2020 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution et les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liées aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement en actions au gré de la Société d'un billet payable émis en contrepartie d'une acquisition et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires qui seraient alors en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des débetures convertibles et du billet payable, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs pour le compte des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA au Canada, les ASG en Australie et les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA au Canada, les ASG au Canada, les ASG en Australie et les ASG au Royaume-Uni et en Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG au Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA au Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (RILT) de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, la perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles inscrite aux fins comptables, certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation, ainsi que certains ajustements de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles qui sont comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS, mais qui sont exclus de l'information de gestion et ne sont pas pris en compte dans l'évaluation de la performance opérationnelle de la direction. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. La division internationale des marchés des capitaux de la Société exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc., de Finlogik Capital Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, « Jitneytrade ») depuis la date de clôture du 6 juin 2018 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada. De plus, les résultats d'exploitation de Petsy Prunier LLC (« Petsy Prunier ») depuis la date de clôture du 13 février 2019 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe comprend les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited (« Hargreave Hale ») depuis le 18 septembre 2017, les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Limited (renommée « CG McCarthy Limited ») (« McCarthy Taylor ») depuis la date de clôture du 29 janvier 2019 et les résultats d'exploitation de Thomas Miller Wealth Management Limited (renommée « CG Wealth Planning Limited ») (« Thomas Miller ») depuis la date de clôture du 1^{er} mai 2019. Depuis la date de clôture du 21 octobre 2019, les résultats d'exploitation de Patersons Securities Limited (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») (« Patersons ») sont compris dans le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie.

À PROPOS DES ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc., qui offre aux institutions et aux sociétés du marché intermédiaire des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'égalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

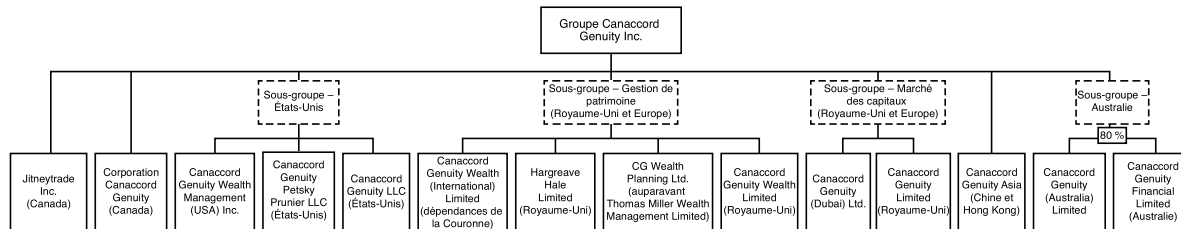
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2021.

Au 31 mars 2021, la Société détenait 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et, par l'entremise de ces actions, une participation indirecte de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited (auparavant « Patersons Securities Limited ») (80 % au 31 mars 2020); toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 mars 2021, en raison des actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (85 % au 31 mars 2020).

Les activités de CG McCarthy Taylor Ltd. sont maintenant menées par l'entremise de CG Wealth Planning Ltd.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

Le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de la comptabilisation de ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

La Société a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant sa couverture sectorielle et sa présence à l'échelle internationale. Afin de diversifier les sources récurrentes de produits des activités ordinaires et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux, la Société a pris des mesures pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine mondiale. Grâce à la diversification de ses activités dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu améliorer sa capacité à identifier et à gérer les possibilités dans les centres régionaux et dans nos secteurs cibles.

INCIDENCE DE L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement disciplinée, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2021, les activités sur les marchés des capitaux de la Société ont été axées sur les secteurs suivants : soins de santé et sciences de la vie (y compris les sociétés liées au cannabis), technologie, transport et produits industriels, produits financiers, métaux et mines, énergie, produits diversifiés, produits de consommation et de détail, immobilier et développement durable. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

Points saillants – rendement des principaux secteurs d'activité pour l'exercice 2021

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 663,6 millions \$ à l'exercice 2021 et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net avant impôt de 135,3 millions \$¹.

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 324,0 millions \$ et, après les imputations intersectorielles, a dégagé un résultat net avant impôt de 62,6 millions \$.
- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 277,3 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt de 65,3 millions \$ à l'exercice 2021¹.
- Les activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 62,2 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt de 7,4 millions \$ à l'exercice 2021¹.
- Les actifs pour le compte des clients à l'échelle de la Société s'établissaient à 88,8 milliards \$ au 31 mars 2021, soit une hausse de 28,0 milliards \$, ou 46,2 %, en regard de 60,7 milliards \$ au 31 mars 2020². Les actifs pour le compte des clients des diverses unités d'exploitation s'établissaient comme suit au 31 mars 2021 :
 - Un total de 32,2 milliards \$ en Amérique du Nord, en hausse de 13,8 milliards \$, ou 74,8 %, par rapport à celui au 31 mars 2020².
 - Un total de 52,3 milliards \$ (30,2 milliards £) au Royaume-Uni et en Europe, en hausse de 12,4 milliards \$ (7,5 milliards £), ou 31,1 %, par rapport à 39,9 milliards \$ (22,7 milliards £) à la fin de l'exercice précédent².
 - Un total de 4,2 milliards \$ dans la plateforme de gestion des placements de la Société en Australie, en hausse de 1,8 milliard \$, ou 76,2 %, par rapport à celui au 31 mars 2020².

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 1,3 milliard \$ au cours de l'exercice 2021 et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net avant impôt de 324,9 millions \$¹.

- Marchés des capitaux Canaccord Genuity a été le chef de file pour 412 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$, mobilisant ainsi un produit total de 18,1 milliards \$ pour le compte des sociétés du marché intermédiaire dans nos secteurs cibles.
- Marchés des capitaux Canaccord Genuity a pris part à 713 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, mobilisant ainsi un produit total de 86,1 milliards \$.

SOMMAIRE DES FAITS SAILLANTS DE LA SOCIÉTÉ

Le 18 août 2020, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 21 août 2020 au 20 août 2021, jusqu'à concurrence de 5 390 674 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, 845 500 actions ont été rachetées et annulées et 70 000 actions supplémentaires ont été rachetées, mais n'étaient pas encore annulées au 31 mars 2021.

Le 3 février 2021, la Société a annoncé que HPS Investment Partners, LLC avait accepté d'investir, au nom de comptes et de fonds de placement qu'elle gère, dans la division de gestion de patrimoine de la Société au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation et d'autres conditions de clôture habituelles, HPS fera l'acquisition d'actions privilégiées convertibles d'un montant de 125 millions £ (216 millions \$ CA) qui seront émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited, société mère des filiales d'exploitation de gestion de patrimoine de la Société du Royaume-Uni, des îles de la Manche et de l'île de Man. Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited distribuera le produit net à la Société, qui l'utilisera aux fins de ses activités afin d'optimiser la valeur pour les actionnaires. La transaction pourra se conclure sous réserve des approbations réglementaires.

Le 18 mars 2021, la Société a annoncé son intention de racheter le montant en capital complet de 132 690 000 \$ de ses débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 % échéant le 31 décembre 2023 (les « débetures »). Le prix de rachat des débetures correspondait à 1 266,95 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ du montant en capital des débetures, à savoir un total de i) 1 250 \$ par tranche de 1 000 \$ du montant en capital des débetures, et de ii) 16,95 \$ d'intérêt couru et non payé par tranche de 1 000 \$ du montant en capital jusqu'au 9 avril 2021 exclusivement. Le rachat a été conclu le 9 avril 2021. Le prix de rachat total de 168,1 millions \$ a été comptabilisé à titre de montant à payer au 31 mars 2021. Pour financer une partie du rachat, et conformément aux modalités de la lettre d'engagement annoncée précédemment conclue avec des fonds de placement et des comptes gérés par HPS Investment Partners, LLC (« HPS »), ou pour lesquels HPS agit à titre de conseiller, le 18 mars 2021, la Société a conclu une convention de crédit auprès des prêteurs Lucid Agency Services Limited, à titre d'agent administratif, et Lucid Trustee Services Limited, à titre d'agent de valeurs mobilières, pour une facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang d'un montant en capital total de 69,0 millions £ (120,0 millions \$ CA). La facilité devrait être remboursée à même le produit des actions privilégiées convertibles qui seront émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited à des fonds de placement et à des comptes gérés par HPS sous réserve d'approbations réglementaires et d'autres conditions de clôture usuelles remplies.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Le 22 mars 2021, la Société a annoncé que ses actions ordinaires étaient désormais inscrites à l'indice composé de rendement global S&P/TSX.

Le 14 avril 2021, après la clôture de l'exercice 2021, la Société a fourni une mise à jour sur l'offre proposée et rejetée visant à faire l'acquisition de la totalité des actions en circulation de RF Capital Group Inc. (« RCG »). Bien que la Société ait offert de modifier les conditions de sa proposition, notamment en augmentant considérablement le prix initialement proposé de 2,30 \$ par action ordinaire de RCG et en améliorant les modalités visant la libération des actions entières aux conseillers en placement, le conseil d'administration de RCG a refusé d'engager un dialogue constructif sur la possibilité proposée. La Société a pris la décision de retirer son offre portant sur l'acquisition de RF Capital Group Inc. et continuera de concentrer ses efforts sur sa stratégie de recrutement et sur les possibilités de croissance interne.

Le 15 avril 2021, la Société a annoncé avoir conclu une entente avec The Royal Bank of Scotland plc, qui fait partie de NatWest Group plc, en vue d'acquiescer les activités de gestion des placements des particuliers d'Adam & Company par l'intermédiaire de ses activités de gestion du patrimoine au Royaume-Uni. À la suite de cette acquisition, la Société renforce sa position dans le secteur de gestion de patrimoine du Royaume-Uni en établissant une présence en Écosse, ce qui devrait lui permettre d'accroître le total de ses actifs pour le compte des clients d'environ 1,7 milliard £ (2,9 millions \$ CA). La clôture de la transaction, qui est assujettie à l'approbation des autorités de réglementation, devrait avoir lieu à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2022 de la Société. La contrepartie au comptant de 54,0 millions £ (94,9 millions \$ CA) sera versée à la clôture. Un programme de maintien en poste sera mis en œuvre pour les employés clés en fonction de l'actif des clients et de l'emploi continu sur une période de quatre ans.

Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2021

Contexte économique

Au cours de l'exercice 2021, le contexte économique a été marqué par les défis découlant des vagues persistantes d'infections à la COVID-19 et par l'émergence de nouveaux variants, ce qui a obligé les autorités gouvernementales à remettre en place des mesures de confinement. Les programmes gouvernementaux offerts aux ménages et aux entreprises ainsi que l'assouplissement des conditions financières connexes ont favorisé la demande dans son ensemble, tandis que les pénuries et les goulots d'étranglement dans le processus de production de certains secteurs ont limité la croissance économique. L'économie mondiale a rebondi après le choc initial causé par l'annonce de la pandémie, à la faveur des actifs sensibles au risque, et l'opération de vaccination a nourri les espoirs quant à l'éventualité d'une immunité collective qui permettrait une levée des restrictions plus importante et un retour à un certain niveau de normalité.

La mesure dans laquelle les activités et la situation financière de la Société continueront d'être touchées par la pandémie de COVID-19 dépendra de son évolution, notamment en ce qui concerne la propagation des variants, l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants, les progrès de l'opération de vaccination, et l'incidence des contrôles et des restrictions connexes instaurés par les autorités gouvernementales.

Au cours de la période de douze mois de l'exercice 2021, les indices S&P 500 et S&P/TSX ainsi que l'indice mondial MSCI ont affiché respectivement un rendement de 56,4 %, 44,2 % et 53,5 %. Le prix des produits de base et le dollar canadien ont également progressé respectivement de 50,2 % et 12,0 % au cours de la même période. Le rendement des obligations du Trésor américain a chuté de 8,1 %, les investisseurs accueillant la reprise économique, malgré les inquiétudes grandissantes à l'égard du déficit et de la dette et les prévisions d'inflation à la hausse.

Financement de sociétés et consultation

Au cours du deuxième semestre de l'exercice 2021, le rendement robuste des actions des secteurs des produits de base, de croissance, des ressources, et des sociétés à petite ou à moyenne capitalisation a permis de créer un contexte particulièrement favorable aux activités de financement de sociétés et de consultation dans nos secteurs cibles.

Malgré les signes persistants d'une accélération de l'inflation, les banques centrales se sont engagées à maintenir une politique monétaire accommodante, en raison de l'incertitude quant au rythme de la reprise. Les dépenses budgétaires supplémentaires engagées par les gouvernements partout dans le monde, de même que la détente des conditions monétaires, ont poussé les investisseurs vers d'autres types d'actifs et les cryptomonnaies au cours de l'exercice.

Valeur de l'indice à la fin du trimestre	T4/20		T1/21		T2/21		T3/21		T4/21		
	31 mars 2020	(D'un exercice à l'autre)	30 juin 2020	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2020	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2020	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2021	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	191,9	-26,9 %	236,0	-8,8 %	258,3	5,8 %	304,3	13,9 %	320,7	67,1 %	5,4 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	194,0	-18,6 %	225,8	-5,6 %	243,2	7,0 %	291,7	15,3 %	296,7	52,9 %	1,7 %

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché, et la réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition et de restructuration.

Négociation

Au cours de l'exercice 2021, les volumes de négociation ont augmenté dans nos secteurs cibles par rapport à ceux de la période de douze mois précédente. Le contexte économique en mutation rapide et le changement de cap au sein des secteurs pour favoriser un leadership axé sur la valeur plutôt que sur la croissance ont incité les investisseurs à ajuster la pondération de leurs actifs dans chaque catégorie, secteur et titre. Le rendement supérieur des actions du secteur des ressources et des sociétés à petite ou à moyenne capitalisation dans les marchés où nous menons nos activités a été porteur pour nos activités de négociation au cours du deuxième semestre de l'exercice. À plus long terme, nous entrevoyons une réouverture de l'économie englobant les secteurs liés aux services, ce qui favorisera davantage la croissance à l'échelle mondiale et les secteurs axés sur la valeur. De plus, le cycle mondial de réapprovisionnement et de dépenses d'investissement devrait continuer à stimuler les prix des produits de base et les activités de négociation à l'égard des actions de sociétés à petite ou à moyenne capitalisation axées sur les ressources.

Valeur moyenne au cours du trimestre/ de l'exercice	T4/20		T1/21		T2/21		T3/21		T4/21		Exercice 2021		
	31 mars 2020	(D'un exercice à l'autre)	30 juin 2020	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2020	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2020	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2021	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)	31 mars 2021	(D'un exercice à l'autre)
Russell 2000	1 508,0	-0,1 %	1 319,0	-14,9 %	1 511,1	-1,5 %	1 765,8	11,0 %	2 195,5	45,6 %	24,3 %	1 695,4	9,7 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	1 871,8	1,4 %	1 663,4	-13,2 %	1 871,2	-2,7 %	2 116,9	6,6 %	2 498,9	33,5 %	18,0 %	2 035,5	5,8 %
FTSE 100	6 867,8	-2,7 %	5 980,8	-18,7 %	6 057,8	-17,7 %	6 201,6	-15,4 %	6 664,3	-3,0 %	7,5 %	6 223,7	-13,9 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1 095,3	6,6 %	979,6	-9,0 %	1 078,8	-0,4 %	1 149,8	1,0 %	1 257,7	14,8 %	9,4 %	1 115,9	1,6 %
S&P/TSX	16 204,3	3,7 %	14 814,8	-9,5 %	16 231,1	-1,5 %	16 850,4	0,4 %	18 256,2	12,7 %	8,3 %	16 531,6	0,4 %

Gestion de patrimoine mondiale

Les investisseurs ont eu droit à des profits robustes dans l'ensemble du marché des actions au cours de la période de douze mois, ce qui a stimulé la valeur des actifs pour le compte des clients dans nos activités de gestion de patrimoine. La constante diminution de la volatilité du marché au cours de l'exercice a également permis de générer des flux de fonds d'actions positifs pour les conseillers.

Rendement total (hors monnaies étrangères)	T4/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T1/21 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T2/21 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T3/21 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T4/21 Variation (d'un trimestre à l'autre)	Exercice 2021 Variation (d'un exercice à l'autre)
S&P 500	-19,6 %	20,5 %	8,9 %	12,1 %	6,2 %	56,4 %
S&P/TSX	-20,9 %	17,0 %	4,7 %	9,0 %	8,1 %	44,2 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	-19,0 %	16,8 %	8,8 %	16,1 %	4,0 %	53,5 %
MSCI MONDE	-21,3 %	19,4 %	8,3 %	14,8 %	4,7 %	55,3 %
INDICE S&P GS COMMODITY	-42,3 %	10,5 %	4,6 %	14,5 %	13,5 %	50,2 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	14,3 %	0,3 %	0,1 %	-1,9 %	-6,7 %	-8,1 %
\$ CA/\$ US	-7,6 %	3,6 %	1,9 %	4,6 %	1,4 %	12,0 %
\$ CA/€	-6,1 %	1,7 %	-2,3 %	0,4 %	5,6 %	5,3 %

Perspectives pour l'exercice 2022

Dans une perspective à plus long terme, nous nous attendons à ce qu'un déploiement des vaccins à une échelle plus large permette à plusieurs pays de lever les restrictions au cours de la deuxième moitié de l'année civile 2021. Nous anticipons aussi que les programmes d'aide financière aux ménages et aux entreprises prendront fin au cours de l'exercice 2022. Cela dit, l'accroissement des revenus du travail devrait permettre de neutraliser la baisse des transferts effectués par les gouvernements. Nous sommes d'avis que l'intensification de la demande, la hausse des salaires, la capacité restreinte et les goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement contribueront à soutenir les prix des secteurs des produits de base, de la fabrication et des services. Nous nous attendons aussi à une plus grande pression inflationniste par les coûts au cours de l'exercice 2022, du fait que les fabricants, les grossistes, les détaillants et les fournisseurs de services transfèrent les hausses de prix à leurs clients.

La volatilité des marchés financiers pourrait s'accroître, l'économie quittant la phase de début de cycle pour entrer dans la phase de milieu de cycle. Ce scénario semble particulièrement probable si la croissance des résultats des entreprises est mise à risque par de longues pénuries d'approvisionnement et des goulots d'étranglement dans le processus de production. Il se pourrait aussi que la hausse soutenue de l'inflation ne soit pas aussi temporaire que les banques centrales l'avaient envisagé.

Nous sommes d'avis que les produits de base et les autres actifs sensibles à l'inflation seront ceux qui bénéficieront le plus de l'incidence décalée des mesures d'hyperinflation monétaire et budgétaire. Cette conjoncture devrait appuyer nos activités de placement pour compte, à l'heure où les investisseurs modifient en conséquence la composition de leurs actifs et leur pondération par secteur et titre dans un contexte économique en constante évolution. En ce qui a trait à nos activités de gestion de patrimoine, nous prévoyons une préférence pour les actions, les produits à revenu fixe ayant moins la cote dans un environnement d'inflation persistante.

Enfin, nous anticipons un contexte propice aux activités de financement de sociétés et de consultation dans nos secteurs cibles, compte tenu du maintien des conditions financières accommodantes, des évaluations d'entreprises élevées, des prix fermes des produits de base et de la rentabilité accrue des entreprises au cours de l'exercice 2022.

APERÇU FINANCIER

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES^{1, 2, 8}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2021	2020	2019	Variation entre l'exercice 2021 et l'exercice 2020
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)				
Produits des activités ordinaires				
Commissions et honoraires	735 239 \$	586 884 \$	556 475 \$	148 355 \$ 25,3 %
Financement de sociétés	761 551	236 962	294 241	524 589 221,4 %
Honoraires de consultation	197 092	206 507	142 228	(9 415) (4,6) %
Négociation à titre de contrepartiste	246 801	108 834	125 830	137 967 126,8 %
Intérêts	26 288	63 690	51 008	(37 402) (58,7) %
Divers	40 717	20 990	20 785	19 727 94,0 %
Total des produits des activités ordinaires	2 007 688	1 223 867	1 190 567	783 821 64,0 %
Charges				
Charge de rémunération	1 227 895	738 313	716 625	489 582 66,3 %
Autres charges indirectes ³	398 693	383 527	356 240	15 166 4,0 %
Frais de restructuration ⁴	—	1 921	13 070	(1 921) (100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	5 922	(124)	3 064	6 046 n. p.
Perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles ⁵	4 354	—	8 608	4 354 n. p.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ^{5, 6}	922	207	304	715 n. p.
Total des charges	1 637 786	1 123 844	1 097 911	513 942 45,7 %
Résultat avant impôt sur le résultat	369 902	100 023	92 656	269 879 269,8 %
Résultat net	269 802 \$	86 554 \$	71 582 \$	183 248 \$ 211,7 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	263 786 \$	86 490 \$	70 530 \$	177 296 \$ 205,0 %
Participations ne donnant pas le contrôle	6 016 \$	64 \$	1 052 \$	5 952 \$ n. p.
Résultat par action ordinaire – de base	2,30 \$	0,78 \$	0,58 \$	1,52 \$ 194,9 %
Résultat par action ordinaire après dilution	2,04 \$	0,65 \$	0,48 \$	1,39 \$ 213,8 %
Dividendes par action ordinaire	0,25 \$	0,20 \$	0,20 \$	0,05 \$ 25,0 %
Dividendes par action privilégiée de série A	0,9712 \$	0,9712 \$	0,9712 \$	
Dividendes par action privilégiée de série C	1,2482 \$	1,2482 \$	1,2482 \$	
Compte non tenu des éléments importants⁷				
Total des produits des activités ordinaires	1 993 488 \$	1 223 867 \$	1 190 567 \$	769 621 \$ 62,9 %
Total des charges	1 607 398 \$	1 100 810 \$	1 054 981 \$	506 588 \$ 46,0 %
Résultat avant impôt sur le résultat	386 090 \$	123 057 \$	135 586 \$	263 033 \$ 213,7 %
Résultat net	285 887 \$	106 323 \$	107 355 \$	179 564 \$ 168,9 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	279 871 \$	105 895 \$	106 303 \$	173 976 \$ 164,3 %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	6 016 \$	428 \$	1 052 \$	5 588 \$ n. p.
Résultat par action ordinaire après dilution	2,48 \$	0,81 \$	0,80 \$	1,67 \$ 206,2 %
Données tirées de l'état de la situation financière				
Total de l'actif	7 631 801 \$	5 956 195 \$	4 749 294 \$	1 675 606 \$ 28,1 %
Total du passif	6 516 517	5 027 421	3 870 934	1 489 096 29,6 %
Participations ne donnant pas le contrôle	8 190	156	1 997	8 034 n. p.
Total des capitaux propres	1 107 094	928 618	876 363	178 476 19,2 %
Nombre d'employés	2 356	2 308	2 112	48 2,1 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été engagés dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et comprennent également des coûts immobiliers et d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons en Australie. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe.

5) Le 18 mars 2021, la Société a annoncé son intention de racheter le montant en capital complet de 132,7 millions \$ de ses débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 %. Le rachat a été conclu le 9 avril 2021. La Société a comptabilisé 4,4 millions \$ au titre de la perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles.

6) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth II Corp. pour les exercices clos les 31 mars 2021 et 2020, la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth Corp. et dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

7) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » ci-après.

8) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsy Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019 et de Patersons depuis le 21 octobre 2019.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents)

Principales informations financières compte non tenu des éléments importants¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2021	2020	2019	Variation entre l'exercice 2021 et l'exercice 2020	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	2 007 688 \$	1 223 867 \$	1 190 567 \$	783 821 \$	64,0 %
Total des charges selon les IFRS	1 637 786 \$	1 123 844 \$	1 097 911 \$	513 942 \$	45,7 %
<i>Produits</i>					
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>					
Ajustement de la juste valeur de titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles	14 200	—	—	14 200	n. p.
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	1 993 488	1 223 867	1 190 567	769 621	62,9 %
<i>Charges</i>					
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 970	9 167	2 496	(6 197)	(67,6) %
Frais connexes aux acquisitions	4 644	1 806	1 976	2 838	157,1 %
Frais de restructuration	—	—	13 070	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	13 087	13 940	11 153	(853)	(6,1) %
Frais de restructuration	—	1 921	—	(1 921)	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	1 278	(1 930)	1 088	3 208	166,2 %
Frais de développement	—	—	245	—	—
Paiements incitatifs liés aux acquisitions ²	4 055	(1 870)	4 294	5 925	n. p.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>					
Perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles ³	4 354	—	8 608	4 354	n. p.
Total des éléments importants – charges	30 388	23 034	42 930	7 354	31,9 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	1 607 398	1 100 810	1 054 981	506 588	46,0 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	386 090 \$	123 057 \$	135 586 \$	263 033	213,7 %
Charge d'impôt sur le résultat – ajustée	100 203	16 734	28 231	83 469	n. p.
Résultat net – ajusté	285 887 \$	106 323 \$	107 355 \$	179 564	168,9 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – ajusté	270 467	96 491	96 899	173 976	180,3 %
Résultat par action ordinaire de base, ajusté	2,80 \$	0,98 \$	1,01 \$	1,82	185,7 %
Résultat par action ordinaire, après dilution, ajusté	2,48 \$	0,81 \$	0,80 \$	1,67	206,2 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

3) Le 18 mars 2021, la Société a annoncé son intention de racheter le montant en capital complet de 132,7 millions \$ de ses débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 %. Le rachat a été conclu le 9 avril 2021. La Société a comptabilisé un montant de 4,4 millions \$ au titre de la perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents)

CHANGE

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. La fluctuation du change a contribué à une partie de la variation des postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe qui suit.

RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

Nos activités à Dubaï sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni et en Europe ». À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

GOODWILL

À partir des estimations faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires et à la performance opérationnelle, des taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectés à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, ou le goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, aux États-Unis et en Australie, n'avaient pas subi de perte de valeur. Cette évaluation faite par la direction au 31 mars 2021 pourrait néanmoins être révisée en fonction de changements économiques ou d'un contexte économique incertain. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, aux États-Unis et en Australie. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des unités d'exploitation applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 2,0 milliards \$ pour l'exercice 2021, en hausse de 64,0 %, ou 783,8 millions \$, en regard de ceux de l'exercice 2020, en raison des produits records dégagés par nos secteurs des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine mondiale.

Les produits tirés des activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont progressé de 622,8 millions \$, ou 90,3 %, comparativement à ceux de l'exercice 2020. Nos activités aux États-Unis, au Canada et en Australie ont toutes affichés des produits des activités ordinaires records, sous l'effet surtout de l'accroissement des produits tirés des activités de financement de sociétés dans les différentes régions. Aux États-Unis, les produits des activités ordinaires ont bondi de 68,5 %, ou 240,2 millions \$, d'un exercice à l'autre. Les produits tirés des activités de financement de sociétés et de négociation à titre de contrepartiste ont augmenté considérablement en regard de ceux de l'exercice précédent, présentant une hausse respective de 135,8 % et 108,5 %. Au Canada, la hausse des produits tirés des activités de financement de sociétés a été le vecteur principal de l'augmentation de 238,8 millions \$, ou 116,7 %, du total des produits des activités ordinaires par rapport à celui de l'exercice précédent. Nos activités en Australie ont dégagé des produits des activités ordinaires de 182,7 millions \$ comparativement à 38,4 millions \$ à l'exercice 2020 grâce à l'augmentation importante des produits tirés des activités de financement de sociétés. Au Royaume-Uni, le total des produits des activités ordinaires s'est chiffré à 95,5 millions \$, soit un niveau conforme à celui de l'exercice précédent.

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale ont augmenté de 152,2 millions \$, ou 29,8 %, par rapport à ceux de l'exercice 2020. Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont généré des produits des activités ordinaires de 324,0 millions \$ au cours de l'exercice 2021, en hausse de 114,5 millions \$, ou 54,6 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont connu un léger recul de 0,6 million \$, ou 0,2 %, comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2020, ce qui est attribuable à la diminution des produits d'intérêts, en partie neutralisée par l'accroissement des produits tirés des commissions et des honoraires au cours de l'exercice. En outre, nos activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 62,2 millions \$, en hausse de 38,3 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice 2020, reflet de l'apport accru de l'acquisition de Patersons au cours du T3/20 (les produits tirés des activités de gestion de patrimoine en Australie étaient comptabilisés dans Marchés des capitaux en Australie au cours des périodes antérieures au T3/20).

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires à l'échelle de la Société ont augmenté de 148,4 millions \$, ou 25,3 %, par rapport à ceux de l'exercice 2020, pour s'établir à 735,2 millions \$ à l'exercice 2021. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires attribuables à nos activités de gestion de patrimoine au Canada. Nous avons également affichés une hausse de 59,9 millions \$, ou 39,3 %, des produits tirés des commissions et des honoraires attribuable aux activités sur les marchés des capitaux, comparativement à l'exercice 2020.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés à l'échelle de la Société ont progressé de 524,6 millions \$, ou 221,4 %, pour atteindre 761,6 millions \$ à l'exercice 2021, par rapport à 237,0 millions \$ à l'exercice 2020, du fait de la vigueur des activités sur les marchés des capitaux. Toutes les principales régions où nous menons nos activités ont affichés une hausse des produits tirés des activités de financement de sociétés, les hausses les plus importantes étant celles générées par nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie. L'augmentation des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux découle de l'augmentation des activités dans nos secteurs cibles, ainsi que des profits latents dans certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription

se rapportant aux activités de financement de sociétés. Au Canada, les activités de gestion de patrimoine ont également affiché une hausse de 67,7 millions \$, ou 171,6 %, au titre des produits tirés des activités de financement de sociétés, lesquels ont atteint 107,2 millions \$ à l'exercice 2021.

S'établissant à 197,1 millions \$ à l'exercice 2021, les produits tirés des honoraires de consultation ont reculé de 9,4 millions \$, ou 4,6 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Nos activités au Royaume-Uni ont affiché une diminution de 22,4 millions \$, ou 42,3 %, comparativement à l'exercice 2020, en raison d'une diminution du nombre de transactions de consultation réalisées au cours de l'exercice considéré. Cette diminution au Royaume-Uni a été en partie neutralisée par l'augmentation des produits tirés de nos activités au Canada et aux États-Unis, se chiffrant respectivement à 9,9 millions \$, ou 18,5 %, et 2,6 millions \$, ou 2,7 %.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste à l'échelle de la Société ont augmenté de 138,0 millions \$ pour s'établir à 246,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2021, du fait surtout de l'accroissement des activités sur les marchés et des activités de négociation de notre pupitre de négociation d'actions internationales aux États-Unis ainsi que de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Le dynamisme du contexte commercial sur le plan du volume et du degré de volatilité a généré des occasions favorables de profits de négociation.

Les produits d'intérêts se sont établis à 26,3 millions \$ pour l'exercice 2021, en baisse de 37,4 millions \$, ou 58,7 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, en raison surtout de la baisse des produits tirés de nos activités au Canada découlant de la diminution des activités de prêt de titres.

Les produits divers ont atteint 40,7 millions \$, en hausse de 19,7 millions \$ en regard de ceux de l'exercice précédent. Les produits divers du secteur Non sectoriel et autres comprennent un ajustement de 14,2 millions \$ de la juste valeur à l'égard de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS. L'ajustement est exclu de l'information de gestion, étant donné qu'il n'est pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle, ainsi que du calcul qui vise à déterminer le résultat net, compte non tenu des éléments importants¹. Toute variation future de la juste valeur latente des titres négociables, comme déterminée selon les normes comptables applicables, pourrait s'avérer importante et sera comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés. En outre, la hausse des produits divers découle également en partie d'une hausse des produits tirés des services de courtage de correspondance et des profits de change.

CHARGES

Charges en pourcentage des produits des activités ordinaires

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation entre l'exercice 2021 et l'exercice 2020
Charge de rémunération	61,2 %	60,3 %	0,9 p. p.
Autres charges indirectes ¹	19,9 %	31,3 %	(11,4) p. p.
Frais de restructuration ^{2, 3}	0,0 %	0,2 %	(0,2) p. p.
Frais connexes aux acquisitions ²	0,3 %	0,0 %	0,3 p. p.
Perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles ⁴	0,2 %	0,0 %	0,2 p. p.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁵	0,0 %	n. p.	n. p.
Total	81,6 %	91,8 %	(10,2) p. p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

2) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

3) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été engagés dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et comprennent également des coûts immobiliers et d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons en Australie. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe.

4) Le 18 mars 2021, la Société a annoncé son intention de racheter le montant en capital complet de 132,7 millions \$ de ses débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 %. Le rachat a été conclu le 9 avril 2021. La Société a comptabilisé 4,4 millions \$ au titre de la perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles.

5) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth II Corp. pour les exercices clos les 31 mars 2021 et 2020.

p. p. : points de pourcentage

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents)

Pour l'exercice 2021, le total des charges à l'échelle de la Société s'est élevé à 1,6 milliard \$, en hausse de 513,9 millions \$, ou 45,7 %, comparativement à celui de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 1,6 milliard \$, en hausse de 506,6 millions \$, ou 46,0 %, par rapport à celui de l'exercice 2020. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 9,3 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Charge de rémunération

La charge de rémunération s'est fixée à 1,2 milliard \$, en hausse de 489,6 millions \$, ou 66,3 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui concorde essentiellement avec l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale s'est établie à 61,2 % à l'exercice 2021, soit une augmentation de 0,9 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

Le ratio de rémunération pour l'exercice considéré a subi l'incidence d'une hausse de la juste valeur des unités d'actions liées au rendement (UALR) octroyées au cours des périodes antérieures dans le cadre du régime de rémunération globale des membres de la

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

haute direction de la Société. La juste valeur des UALR est fondée sur l'atteinte de certaines cibles prédéterminées sur trois ans, y compris le cours de l'action, au moment de l'acquisition des droits et, par conséquent, la valeur varie en fonction du cours de l'action et de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées. Les UALR sont attribuées sur une base annuelle et leurs droits sont acquis après une période de trois ans. Elles sont réglées en espèces au moment de l'acquisition des droits sous forme d'un montant calculé en fonction du cours de l'action au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR ont été initialement évaluées à la juste valeur à la date de clôture de l'exercice au cours duquel elles ont été attribuées. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et imputées à la charge de rémunération dans le compte du résultat. Au cours de l'exercice 2021, le régime d'UALR a été modifié pour y ajouter certaines conditions d'acquisition des droits liées à l'emploi entraînant une variation de la charge périodique comptabilisée au cours de la période d'acquisition des droits.

La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UALR était de 85,9 millions \$ au 31 mars 2021, comparativement à 22,7 millions \$ au 31 mars 2020 et à 70,7 millions \$ au 31 décembre 2020. Les variations de la juste valeur des UALR qui seront calculées au cours des périodes futures pourraient faire augmenter ou baisser la juste valeur par rapport à celle comptabilisée au 31 mars 2021, et de telles variations seront imputées à la charge de rémunération. Le nombre d'UALR dont les droits sont éventuellement acquis est ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits et correspond à un multiple du nombre d'UALR initialement attribuées. Le multiple se situera dans une fourchette de 0x à 2x en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées au moment de l'acquisition des droits.

Le ratio de la rémunération a également subi l'effet de la hausse importante des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel.

CHARGES AUTRES QUE DE RÉMUNÉRATION

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation entre l'exercice 2021 et l'exercice 2020
Frais de négociation	122 154 \$	83 964 \$	45,5 %
Locaux et matériel	19 948	18 094	10,2 %
Communications et technologie	67 475	66 666	1,2 %
Intérêts	28 364	33 678	(15,8) %
Frais d'administration	82 310	113 612	(27,6) %
Amortissement ¹	26 156	32 594	(19,8) %
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	25 040	22 866	9,5 %
Frais de développement	27 246	12 053	126,1 %
Total des charges autres que de rémunération	398 693 \$	383 527 \$	4,0 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles pour les exercices clos, respectivement, les 31 mars 2021 et 2020. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents)

Les charges autres que de rémunération ont augmenté de 398,7 millions \$, ou 4,0 %, à l'exercice 2021, pour représenter 19,9 % en pourcentage des produits des activités ordinaires, soit une diminution importante par rapport à 31,3 % à l'exercice 2020. Les frais de négociation et les frais de développement représentent les composantes des charges autres que de rémunération qui ont augmenté le plus, ce qui a été contrebalancé en partie par la diminution de la charge d'intérêts, des frais d'administration et de la charge d'amortissement.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021, les frais de négociation ont augmenté de 38,2 millions \$, ou 45,5 %, pour se fixer à 122,2 millions \$. L'augmentation est essentiellement attribuable à la forte augmentation du volume de négociation dans nos activités aux États-Unis.

Les frais de développement ont augmenté de 15,2 millions \$, ou 126,1 %, en raison surtout d'un ajustement de certains coûts relatifs aux mesures incitatives dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe à l'exercice 2020.

Les augmentations des frais de négociation et de développement ont été en partie compensées par une diminution de la charge d'intérêts, laquelle a fléchi de 5,3 millions \$, ou 15,8 %, par rapport à celle de l'exercice clos le 31 mars 2020, en raison surtout d'une baisse des activités d'emprunt de titres et des frais connexes dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada.

Les frais d'administration, qui comprennent les provisions, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont diminué de 31,3 millions \$, ou 27,6 %, dans l'ensemble de nos activités au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni par rapport à ceux de l'exercice 2020, du fait surtout de la diminution des frais de promotion et de déplacement et des frais liés aux conférences qui découle des restrictions imposées en raison de la pandémie de COVID-19 au cours de l'exercice. Nos activités sur les marchés des capitaux en Australie ont affiché une légère hausse de 0,3 million \$ au titre des frais d'administration, à l'appui des activités élargies.

La charge d'amortissement a diminué de 6,4 millions \$, ou 19,8 %, du fait surtout que certaines immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Petsky Prunier ont été entièrement amorties, ce qui s'est traduit par une diminution de la charge d'amortissement comparativement à celle de l'exercice précédent.

Le 18 mars 2021, la Société a annoncé son intention de racheter le montant en capital complet de 132,7 millions \$ de ses débetures en circulation. Le prix de rachat total de 168,1 millions \$ était entièrement comptabilisé à titre de montant à payer au 31 mars 2021. Le rachat a été conclu le 9 avril 2021. En raison du rachat, la Société a comptabilisé une perte de 36,2 millions \$ au titre de l'extinction des débetures au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, dont un montant de 4,1 millions \$ a été comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés et un montant de 32,1 millions \$, directement en réduction des capitaux propres. Des honoraires professionnels de 0,3 million \$ ont également été engagés au titre de l'extinction des débetures au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021, des frais connexes aux acquisitions de 5,5 millions \$ ont été comptabilisés en lien avec la réévaluation de la contrepartie éventuelle au titre des acquisitions de Jitneytrade et de Thomas Miller. De plus, au cours du dernier trimestre de l'exercice 2021, des frais connexes aux acquisitions de 0,4 million \$ ont été comptabilisés relativement à l'acquisition proposée d'Adam & Company, annoncée le 15 avril 2021. Au cours de l'exercice 2020, des frais connexes aux acquisitions de 4,1 millions \$ ont été comptabilisés relativement à l'acquisition de Thomas Miller et de Patersons, ainsi que d'autres coûts d'intégration liés à des acquisitions antérieures. En outre, un recouvrement de 4,2 millions \$ a été comptabilisé à l'exercice 2020 en lien avec la reprise d'une partie de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de Thomas Miller, en raison d'une révision des estimations.

Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2021. Les frais de restructuration pour l'exercice précédent clos le 31 mars 2020 ont été engagés dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et comprennent également des coûts immobiliers et d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons en Australie.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'impôt effectif pour l'exercice 2021 s'est établi à 27,1 %, comparativement à 13,5 % pour l'exercice précédent. Le taux d'impôt effectif pour l'exercice 2020 était particulièrement bas en raison de la comptabilisation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes historiques dans nos activités aux États-Unis qui n'avaient pas été comptabilisés au cours des exercices précédents. De plus, la hausse des bénéfices dans des administrations étrangères ayant des taux d'impôt plus élevés, comme les États-Unis et l'Australie, au cours de l'exercice considéré, jumelée à l'incidence de certaines charges non déductibles, a contribué à l'augmentation du taux d'impôt effectif par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2020.

RÉSULTAT NET

Le résultat net de l'exercice 2021 s'est établi à 269,8 millions \$, comparativement à 86,6 millions \$ à l'exercice 2020, soit une augmentation de 183,2 millions \$, ou 211,7 %. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est fixé à 254,4 millions \$ pour l'exercice 2021, comparativement à 77,1 millions \$ pour l'exercice 2020. Le résultat par action ordinaire après dilution a été de 2,04 \$ à l'exercice 2021, comparativement à un résultat par action ordinaire après dilution de 0,65 \$ à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2021 s'est chiffré à 285,9 millions \$ et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, à 270,5 millions \$, par rapport à un résultat net de 106,3 millions \$ et à un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 96,5 millions \$ à l'exercice 2020. Le résultat par action après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 2,48 \$ pour l'exercice 2021, par rapport à 0,81 \$ à l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Informations financières trimestrielles^{1, 2}

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2021. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2021				Exercice 2020			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	214 476	\$ 184 186	\$ 167 575	\$ 169 002	\$ 165 576	\$ 147 191	\$ 132 325	\$ 141 792
Financement de sociétés	305 939	213 419	131 625	110 568	48 619	51 550	51 992	84 801
Honoraires de consultation	66 761	72 004	37 281	21 046	49 997	60 691	42 015	53 804
Négociation à titre de contrepartiste	87 830	51 113	42 746	65 112	35 352	27 149	21 260	25 073
Intérêts	7 487	5 791	6 005	7 005	15 222	16 622	16 661	15 185
Divers	24 033	6 564	5 125	4 995	4 882	4 811	6 444	4 853
Total des produits des activités ordinaires	706 526	533 077	390 357	377 728	319 648	308 014	270 697	325 508
Total des charges	518 810	433 803	344 499	340 674	289 430	285 731	254 527	294 156
Résultat net avant impôt sur le résultat	187 716	99 274	45 858	37 054	30 218	22 283	16 170	31 352
Résultat net	139 394	\$ 68 451	\$ 32 993	\$ 28 964	\$ 26 246	\$ 22 840	\$ 13 178	\$ 24 290
Résultat par action – de base ⁴	1,07	\$ 0,67	\$ 0,30	\$ 0,26	0,25	\$ 0,21	\$ 0,11	\$ 0,22
Résultat par action – après dilution ⁴	0,93	\$ 0,54	\$ 0,25	\$ 0,22	0,21	\$ 0,17	\$ 0,10	\$ 0,18
Compte non tenu des éléments importants ³								
Résultat net	137 128	\$ 78 971	\$ 36 891	\$ 32 897	\$ 21 451	\$ 30 458	\$ 23 760	\$ 30 654
Résultat par action – de base ⁴	1,38	\$ 0,78	\$ 0,34	\$ 0,30	0,20	\$ 0,29	\$ 0,21	\$ 0,28
Résultat par action – après dilution ⁴	1,20	\$ 0,62	\$ 0,28	\$ 0,25	0,17	\$ 0,23	\$ 0,18	\$ 0,23

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020).

3) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » ci-après.

4) En raison de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou du calcul de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action pour l'exercice.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2021				Exercice 2020			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	706 523 \$	533 077 \$	390 357 \$	377 728 \$	319 648 \$	308 014 \$	270 697 \$	325 508 \$
Total des charges selon les IFRS	518 810	433 803	344 499	340 674	289 430	285 731	254 527	294 156
<i>Produits</i>								
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Ajustement de la juste valeur de titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles	14 200	—	—	—	—	—	—	—
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	692 326	533 077	390 357	377 728	319 648	308 014	270 697	325 508
<i>Charges</i>								
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	738	741	743	748	1 773	2 458	2 465	2 471
Frais connexes aux acquisitions	—	4 644	—	—	—	—	1 629	177
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 260	3 213	3 288	3 326	3 924	3 445	3 528	3 043
Frais de restructuration	—	—	—	—	(427)	1 250	1 098	—
Frais connexes aux acquisitions	418	860	—	—	(4 238)	—	1 973	335
Paiements incitatifs liés aux acquisitions ³	953	1 842	625	635	(6 305)	1 574	1 709	1 152
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles ⁴	4 354	—	—	—	—	—	—	—
Total des éléments importants – charges	9 723	11 300	4 656	4 709	(5 273)	8 727	12 402	7 178
Total des charges compte non tenu des éléments importants	509 087	422 503	339 843	335 965	294 703	277 004	242 125	286 978
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	183 239 \$	110 574 \$	50 514 \$	41 763 \$	24 945 \$	31 010 \$	28 572 \$	38 530 \$
Charge d'impôt sur le résultat – ajustée	46 111	31 603	13 623	8 866	3 494	552	4 812	7 876
Résultat net – ajusté	137 128 \$	78 971 \$	36 891 \$	32 897 \$	21 451 \$	30 458 \$	23 760 \$	30 654 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	133 260 \$	75 160 \$	32 982 \$	29 065 \$	19 142 \$	27 619 \$	21 512 \$	28 218 \$
Résultat par action – de base, ajusté ⁵	1,38 \$	0,78 \$	0,34 \$	0,30 \$	0,20 \$	0,29 \$	0,21 \$	0,28 \$
Résultat par action – après dilution, ajusté ⁵	1,20 \$	0,62 \$	0,28 \$	0,25 \$	0,17 \$	0,23 \$	0,18 \$	0,23 \$

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020).

3) Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

4) Le 18 mars 2021, la Société a annoncé son intention de racheter le montant en capital complet de 132,7 millions \$ de ses débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 %. Le rachat a été conclu le 9 avril 2021. La Société a comptabilisé 4,4 millions \$ au titre de la perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles.

5) En raison du changement dans le nombre d'actions après dilution découlant du rachat des débetures au quatrième trimestre de l'exercice 2021, de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice et de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action depuis le début de l'exercice.

En raison du rachat des débetures susmentionné, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé aux fins du calcul du résultat par action après dilution ne tient plus compte de l'effet dilutif des débetures et, par conséquent, environ 13,2 millions d'actions ont été retranchées du nombre d'actions après dilution utilisé aux fins du calcul du RPA après dilution pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021 et l'exercice clos le 31 mars 2021. En raison du changement dans le nombre d'actions après dilution, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels inscrite au cours des trois premiers trimestres de l'exercice considéré, combinée au résultat par action du quatrième trimestre, ne correspond pas au résultat par action de 2,04 \$ (2,48 \$¹ compte non tenu des éléments importants) pour l'exercice. En raison du changement dans le nombre d'actions après dilution lié au rachat des débetures au T4/21, l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou l'effet dilutif des engagements d'émissions d'actions sur ces montants fait en sorte que la somme des résultats par action ordinaire trimestriels ne correspond pas au résultat par action pour l'exercice.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux, par les activités dans nos secteurs cibles et par l'évolution du marché en ce qui concerne les sociétés de croissance et les sociétés des marchés et des secteurs émergents. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Compte tenu de la forte intensification de nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs cibles de même que l'apport soutenu de nos activités de gestion de patrimoine mondiale, la Société a affiché des produits des activités ordinaires trimestriels records de 706,5 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2021, surpassant ainsi de 32,5 % le record précédent atteint au troisième trimestre de l'exercice 2021. Le total des produits des activités ordinaires s'est chiffré à 2,0 milliards \$ pour l'exercice 2021, en hausse de 64,0 % par rapport aux produits des activités ordinaires records atteints à l'exercice 2020.

Nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont généré des produits des activités ordinaires annuels de 1,3 milliard \$, soit une hausse de 90,3 % par rapport à ceux de l'exercice 2020. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont connu une croissance exceptionnelle au cours de l'exercice considéré, marquée par une augmentation des produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre, lesquels se sont établis à 199,4 millions \$ au T4/21, soit un total cinq fois plus élevé que celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La rentabilité des activités précitées s'est également accrue considérablement grâce à la croissance des produits. Compte non tenu des éléments importants¹, la marge bénéficiaire avant impôt de notre secteur de marchés des capitaux au Canada s'est élevée à 47,0 %, en regard de 34,7 % au trimestre précédent et à 1,8 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits trimestriels tirés de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont maintenu une tendance à la hausse au cours des huit derniers trimestres pour atteindre un nouveau record de 203,5 millions \$ au T4/21. Nos activités aux États-Unis ont permis de dégager des produits tirés des activités de financement de sociétés et de négociation à titre de contrepartiste records au quatrième trimestre de l'exercice 2021. Notre groupe Actions internationales a fait très bonne figure dans un marché volatil, les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste s'étant élevés à un montant record de 75,3 millions \$ au cours du dernier trimestre de l'exercice 2021. Nos activités aux États-Unis ont également été rentables au cours des huit derniers trimestres consécutifs, le résultat avant impôt, compte non tenu des éléments importants¹, atteignant 47,8 millions \$ au T4/21, en hausse de 24,4 % comparativement à celui du trimestre précédent et de 222,1 % par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont affiché des produits des activités ordinaires de 36,1 millions \$ au quatrième trimestre, soit une hausse de 57,7 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent qui découle de l'augmentation des produits tirés des activités de financement de sociétés et des honoraires de consultation. Ces activités ont généré un résultat avant impôt de 4,2 millions \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2021, une nette amélioration par rapport à celui des trois premiers trimestres de l'exercice considéré. Bien que le niveau des activités de financement de sociétés et de consultation dans le marché intermédiaire de cette région soit demeuré en deçà des seuils historiques sectoriels pendant la majeure partie de l'exercice 2021, ce secteur d'activité a dégagé une rentabilité modeste pour l'exercice complet, le résultat net avant impôt, compte non tenu des éléments importants¹, s'établissant à 3,2 millions \$.

Nos activités sur les marchés des capitaux en Australie se sont plus que distinguées à l'exercice 2021, les produits des activités ordinaires ayant dépassé les 40,0 millions \$ au cours de chacun des quatre trimestres de l'exercice, surpassant ainsi les produits de l'exercice complet précédent qui avaient atteint 38,4 millions \$. Les produits des activités ordinaires trimestriels moyens inscrits à l'exercice 2021 ont été presque cinq fois plus élevés que ceux comptabilisés à l'exercice 2020. Cette augmentation des produits des activités ordinaires est en grande partie attribuable à l'accroissement des activités de financement de sociétés dans nos secteurs cibles, y compris dans le secteur minier et des ressources, et comprend des profits latents sur certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés.

Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont bénéficié de l'amélioration des activités de transaction et de la croissance des actifs gérés au cours de l'exercice. Combinés, les produits des activités ordinaires au cours des deux derniers trimestres de l'exercice 2021 ont totalisé presque 200,0 millions \$, ce qui constitue une amélioration marquée par rapport aux produits enregistrés au cours du premier semestre de 2020 et de la période correspondante de l'exercice précédent. Bien que les produits tirés des honoraires exprimés en dollars aient continué d'augmenter, en pourcentage du total des produits des activités ordinaires, ils ont diminué pour s'établir à 28,5 %, compte tenu de l'augmentation considérable des produits des activités de transaction.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 57,3 % au T4/21 par rapport à ceux du T4/20 et de 10,1 % sur une base séquentielle, pour s'établir à 6,3 milliards \$. Les actifs sous administration, qui comprennent les actifs sous gestion, ont grimpé de 74,8 %, passant de 18,4 milliards \$ à la fin de l'exercice 2020 à 32,2 milliards \$ à la fin de l'exercice 2021, grâce à l'amélioration de la valeur de marché et à des entrées de trésorerie nettes générées par de nouveaux actifs.

Les produits tirés des activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ont continué d'avantager les produits et la rentabilité. Les produits trimestriels générés par cette région ont augmenté de 9,6 % au cours du T4/21 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et de 6,9 % par rapport à ceux du trimestre précédent. La marge bénéficiaire avant impôt est demeurée robuste à 25,6 % au T4/21, compte non tenu des éléments importants¹. À la fin du T4/21, les produits tirés des honoraires s'établissaient à 71,0 %, en hausse de 2,4 points de pourcentage par rapport à ceux du T4/20. Les actifs sous gestion pour ce groupe ont progressé de 31,1 % à la fin du T4/21, comparativement à ceux à la fin du T4/20, en raison de l'amélioration de la valeur de marché. Évalués en monnaie locale, les ASG avaient augmenté de 33,3 %, pour s'établir à 30,2 milliards £ à la fin de l'exercice 2021.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Nos activités de gestion de patrimoine en Australie ont enregistré des produits de 17,3 millions \$ au T4/21, soit une hausse de 34,3 % en regard de ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Après la conclusion de l'acquisition de Patersons au T3/20, le résultat net avant impôt de la Société a bénéficié de l'apport de ce secteur au cours de chacun des trimestres de l'exercice 2021. Les ASG se chiffraient à 4,2 milliards \$ à la fin de l'exercice 2021, en hausse de 1,8 milliard \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien.

Rendement du quatrième trimestre de 2021

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre se sont chiffrés à 706,5 millions \$, ce qui représente une hausse de 386,9 millions \$, ou 121,0 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des produits tirés des activités de financement de sociétés dans l'ensemble de nos principales activités.

Nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont affiché une augmentation des produits des activités ordinaires de 310,4 millions \$, ou 175,8 %, par rapport à ceux du T4/20. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités au Canada ont connu une hausse de 160,2 millions \$ par rapport à ceux du T4/20, pour s'établir à 199,4 millions \$ au T4/21, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des produits tirés des activités de financement de sociétés. Nos activités aux États-Unis ont présenté une hausse des produits des activités ordinaires de 97,9 millions \$, ou 92,7 %, par rapport à ceux du T4/20, du fait d'une augmentation de 269,5 % des produits tirés des activités de financement de sociétés et de 97,8 % des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste. Dans nos activités en Australie, les produits des activités ordinaires se sont accrus de 39,0 millions \$, ou 439,1 %, comparativement à ceux du T4/20, ce qui s'explique par la hausse des activités de financement de sociétés et par les profits latents dans certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés. La hausse de 13,2 millions \$, ou 57,7 %, des produits des activités ordinaires en lien avec nos activités au Royaume-Uni est attribuable en grande partie à l'augmentation des produits tirés des activités de financement de sociétés et des activités de négociation à titre de contrepartiste dans cette région.

Nos activités de gestion de patrimoine mondiale ont affiché une hausse des produits des activités ordinaires de 61,3 millions \$ par rapport à ceux du T4/20, en raison de l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires ainsi que des produits tirés des activités de financement de sociétés générés par nos activités au Canada, de même qu'en raison des apports de l'acquisition de Patersons conclue au T3/20.

Sur une base consolidée, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 48,9 millions \$, ou 29,5 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 214,5 millions \$, ce qui est surtout attribuable à nos activités de gestion de patrimoine, comme il a été mentionné précédemment.

Nos activités principales ont enregistré d'importantes hausses des produits tirés des activités de financement de sociétés au T4/21, ce qui a donné lieu à une hausse globale de 257,3 millions \$, ou 529,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits tirés des honoraires de consultation ont affiché une augmentation de 16,8 millions \$, ou 33,5 %, pour s'établir à 66,8 millions \$ au T4/21, principalement en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires dégagée par nos activités au Canada.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont affiché une hausse de 52,5 millions \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2021 comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités aux États-Unis ont généré la plus importante hausse, soit de 37,2 millions \$, ou 97,8 %, découlant de l'accroissement des activités sur les marchés et des activités de négociation dans cette région. Nos activités au Canada et au Royaume-Uni ont également enregistré des hausses de respectivement 11,5 millions \$ et 3,4 millions \$.

Les produits d'intérêts se sont chiffrés à 7,5 millions \$ au T4/21, en baisse de 7,7 millions \$, ou 50,8 %, par rapport à ceux du T4/20, en raison principalement de la diminution du nombre de prêts sur marges et de la baisse des activités de prêt de titres dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada.

Pour le T4/21, les produits divers ont affiché une hausse de 19,2 millions \$, ou 392,3 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 31 mars 2020. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2021, un ajustement de 14,2 millions \$ de la juste valeur selon les IFRS a été comptabilisé à l'égard de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles. L'ajustement est exclu de l'information de gestion, étant donné qu'il n'est pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle, ainsi que du calcul qui vise à déterminer le résultat net, compte non tenu des éléments importants¹. Toute variation future de la juste valeur latente des titres négociables, comme déterminée selon les normes comptables applicables, pourrait s'avérer importante et sera comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés. En outre, la hausse des produits divers par rapport à ceux du trimestre clos le 31 mars 2020 découle également, dans une moindre mesure, d'une hausse des profits de change et des produits tirés des services de courtage de correspondance.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Charges

Les charges ont totalisé 518,8 millions \$, en hausse de 229,4 millions \$, ou 79,3 %, en regard de celles du T4/20. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 509,1 millions \$, en hausse de 214,4 millions \$, ou 72,7 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 73,5 %, en baisse de 18,7 points de pourcentage par rapport à celui du T4/20, ce qui s'explique par l'importante hausse des produits des activités ordinaires et par la nature invariable de certaines charges indirectes.

La charge de rémunération a augmenté de 196,7 millions \$, ou 98,8 %, comparativement à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 56,0 % au T4/21, en baisse de 6,3 points de pourcentage par rapport à celle au trimestre clos le 31 mars 2020, du fait de l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement relativement aux coûts fixes du personnel.

Compte non tenu des éléments importants¹, les charges indirectes autres que de rémunération, exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires, ont été de 16,4 %, en baisse de 13,6 points de pourcentage par rapport à celles du T4/20. Les augmentations les plus importantes des charges autres que de rémunération par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent concernent les frais de négociation et les frais de développement, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des frais d'administration et de la charge d'amortissement.

Les frais de négociation ont affiché une hausse de 16,5 millions \$, ou 72,0 %, ce qui découle principalement de l'augmentation des activités de négociation en lien avec nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis ainsi qu'avec la hausse de nos activités de gestion de patrimoine au Canada et au Royaume-Uni. Les frais de développement ont augmenté de 13,6 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement d'un ajustement des coûts relatifs aux mesures incitatives dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe au cours de l'exercice 2020. L'augmentation des frais de négociation et des frais de développement a été contrebalancée en partie par une diminution des frais d'administration de 6,9 millions \$, ou 22,7 %, qui découle essentiellement d'une réduction des provisions pour les comptes sur marges des clients au titre de nos activités de gestion de patrimoine au Canada. La charge d'amortissement a baissé de 1,7 million \$, en raison d'une réduction de l'amortissement des immobilisations incorporelles comptabilisée dans nos activités aux États-Unis.

Comme il a déjà été mentionné, en avril 2021, la Société a conclu le rachat précédemment annoncé du montant en capital complet de 132,7 millions \$ de ses débetures en circulation. En raison du rachat prévu, la Société a comptabilisé une perte de 36,2 millions \$ au titre de l'extinction des débetures au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, dont un montant de 4,1 millions \$ a été comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés et un montant de 32,1 millions \$, directement en réduction des capitaux propres. Des honoraires professionnels de 0,3 million \$ ont également été engagés au titre de l'extinction des débetures au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021.

Au cours du quatrième trimestre de 2021, des frais connexes aux acquisitions de 0,4 million \$ ont été comptabilisés au titre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni en lien avec l'acquisition proposée d'Adam & Company annoncée le 15 avril 2021. Au cours du quatrième trimestre de 2020, un recouvrement de 4,2 millions \$ a été comptabilisé en lien avec la reprise d'une partie de la contrepartie éventuelle se rapportant à l'acquisition de Thomas Miller, en raison d'une révision des estimations.

Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat s'est chiffrée à 48,3 millions \$ au T4/21 par rapport à 4,0 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2020. Compte non tenu des éléments importants¹, le taux d'impôt effectif pour le T4/21 s'est établi à 25,2 %, comparativement à 14,0 % pour le T4/20. La hausse du taux d'impôt effectif pour le trimestre considéré est attribuable à la comptabilisation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes non comptabilisées antérieurement en lien avec nos activités aux États-Unis pour le trimestre clos le 31 mars 2020, ainsi qu'à certaines charges non déductibles.

Résultat net

Le résultat net pour le quatrième trimestre de 2021 s'est élevé à 139,4 millions \$, comparativement à un résultat net de 26,2 millions \$ au T4/20. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 135,5 millions \$ au T4/21 par rapport à 23,9 millions \$ au T4/20. Le résultat par action ordinaire après dilution pour le trimestre considéré s'est fixé à 0,93 \$, par rapport à 0,21 \$ au T4/20. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net a atteint 137,1 millions \$ au T4/21 en regard de 21,5 millions \$ au T4/20, soit une augmentation de 115,7 millions \$, ou 539,3 %, qui découle surtout de la hausse des produits des activités ordinaires par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ a été de 133,3 millions \$ par rapport à 19,1 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 1,20 \$ au T4/21 par rapport à 0,17 \$ au T4/20.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Résultats par secteur d'activité^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars							
	2021				2020			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	443 444	\$ 314 529	\$ 31 841	\$ 789 814	\$ 204 636	\$ 206 455	\$ 22 963	\$ 434 054
Royaume-Uni et Europe	95 535	277 329	—	372 864	96 103	277 953	—	374 056
États-Unis	590 534	9 512	—	600 046	350 379	3 111	—	353 490
Australie	182 715	62 249	—	244 964	38 351	23 916	—	62 267
Total des produits des activités ordinaires	1 312 228	663 619	31 841	2 007 688	689 469	511 435	22 963	1 223 867
Charges	976 646	529 476	131 664	1 637 786	623 663	430 518	69 663	1 123 844
Imputations intersectorielles	18 263	17 288	(35 551)	—	17 005	12 743	(29 748)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	317 319	\$ 116 855	\$ (64 272)	\$ 369 902	\$ 48 801	\$ 68 174	\$ (16 952)	\$ 100 023
Compte non tenu des éléments importants³								
Produits des activités ordinaires	1 312 228	663 619	17 641	1 993 488	689 469	511 435	22 963	1 223 867
Charges	969 032	511 056	127 310	1 607 398	612 690	418 457	69 663	1 100 810
Imputations intersectorielles	18 263	17 288	(35 551)	—	17 005	12 743	(29 748)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	324 933	135 275	(74 118)	386 090	59 774	80 235	(16 952)	123 057
Nombre d'employés	808	1 186	362	2 356	789	1 180	339	2 308

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 24 des états financiers consolidés audités à la page 105.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs d'exploitation, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Aperçu

Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, en Asie et au Moyen-Orient. Marché des capitaux compte des établissements dans 19 villes réparties dans cinq continents à l'échelle mondiale.

Nos résultats d'exploitation témoignent de la force de notre entreprise dans le marché intermédiaire mondial et du succès de nos initiatives visant à diversifier nos sources de produits des activités ordinaires et à améliorer l'alignement dans l'ensemble de nos activités et de nos régions. Pour l'exercice 2021, 66,2 % du total des produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont été tirés d'activités à l'extérieur du Canada.

Les initiatives d'harmonisation mondiales mises en œuvre par Marchés des capitaux Canaccord Genuity permettent à la Société de renforcer sa position à titre de banque d'investissement indépendante mondiale chef de file tournée vers le marché intermédiaire.

Perspectives

Marchés des capitaux Canaccord Genuity continue de renforcer sa position de chef de file du marché intermédiaire dans bon nombre des principaux marchés dans lesquels la Société mène ses activités. Pour l'exercice à venir, la direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et l'accroissement de la rentabilité en intégrant davantage sa plateforme mondiale des marchés des capitaux et en encourageant une plus grande coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde.

Selon nous, la plateforme mondiale intégrée de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et la priorité qu'elle accorde judicieusement aux principaux secteurs de croissance de l'économie mondiale procure un avantage concurrentiel à la Société par rapport à quantité d'entreprises axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Les plus petits courtiers régionaux ou locaux sont de plus en plus poussés à se diversifier, et les concurrents internationaux de plus grande envergure affectent des ressources limitées au service des sociétés de croissance. Nous sommes d'avis que Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit une expertise et des capacités d'exécution différenciées dans un segment du marché qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales.

Canaccord Genuity maintient son engagement à mener ses activités sur les marchés des capitaux avec toute l'efficacité qui s'impose afin de maintenir sa capacité à offrir une expertise et des services en matière d'exécution de premier plan sur le marché lors des périodes marquées par la volatilité du marché ou par un niveau d'activité restreint dans l'ensemble de ses secteurs cibles et régions de prédilection. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme. L'avènement du télétravail dans le contexte de la pandémie de COVID-19 a permis de rehausser la productivité sur le plan des conférences, des séances de présentation avec ou sans transaction et de la collaboration transfrontalière, et nous nous attendons à ce que certains gains d'efficacité et économies de coûts se poursuivent à long terme.

La Société s'efforce de maintenir un équilibre entre les investissements dans les initiatives de croissance et sa capacité à générer des profits dans différentes conjonctures. L'environnement d'exploitation des activités sur les marchés des capitaux mondiaux étant très dynamique dans le contexte du marché intermédiaire, nous devons continuer de faire preuve d'une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée dans l'ajout de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

L'équipe de direction croit que les mesures instaurées par la Société pour améliorer la présence de Marchés des capitaux Canaccord Genuity dans le monde et affiner son offre de services l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2, 6}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Exercice clos le 31 mars 2021					Exercice clos le 31 mars 2020				
	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total
Produits des activités ordinaires	443 444	95 535	590 534	182 715	1 312 228	204 636	96 103	350 379	38 351	689 469
Charges										
Charge de rémunération	224 429	63 467	335 907	119 194	742 997	110 163	60 830	205 929	25 149	402 071
Autres charges indirectes	50 514	27 874	131 890	12 872	223 150	63 880	30 753	113 916	10 742	219 291
Frais de développement	(393)	—	5 206	1 042	5 855	31	—	464	—	495
Frais connexes aux acquisitions	4 644	—	—	—	4 644	—	—	177	1 629	1 806
Total des charges	279 194	91 341	473 003	133 108	976 646	174 074	91 583	320 486	37 520	623 663
Imputations intersectorielles ³	12 449	1 027	4 392	395	18 263	12 241	895	3 010	859	17 005
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	151 801 \$	3 167 \$	113 139 \$	49 212 \$	317 319 \$	18 321 \$	3 625 \$	26 883 \$	(28) \$	48 801 \$
Compte non tenu des éléments importants ⁴										
Total des produits des activités ordinaires	443 444	95 535	590 534	182 715	1 312 228	204 636	96 103	350 379	38 351	689 469
Total des charges	271 998	91 341	472 585	133 108	969 032	171 522	91 583	313 694	35 891	612 690
Imputations intersectorielles ³	12 449	1 027	4 392	395	18 263	12 241	895	3 010	859	17 005
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	158 997 \$	3 167 \$	113 557 \$	49 212 \$	324 933 \$	20 873 \$	3 625 \$	33 675 \$	1 601 \$	59 774 \$
Nombre d'employés	274	131	319	84	808	257	136	313	83	789

- 1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion à la page 14.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020).
- 3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.
- 4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.
- 5) Comprend les activités à Dubaï.
- 6) À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation entre l'exercice 2021 et l'exercice 2020
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :			
Canada	33,8 %	29,7 %	4,1 p. p.
Royaume-Uni et Europe ¹	7,3 %	13,9 %	(6,6) p. p.
États-Unis	45,0 %	50,8 %	(5,8) p. p.
Australie	13,9 %	5,6 %	8,3 p. p.
	100,0 %	100,0 %	

p. p. : points de pourcentage

1) Comprend les activités à Dubaï.

Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 1,3 milliard \$, une augmentation de 90,3 %, ou de 622,8 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice 2020. Les produits des activités ordinaires ont augmenté aux États-Unis et en Australie respectivement de 240,2 millions \$, ou de 68,5 %, et de 144,4 millions \$, ou de 376,4 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse des produits tirés des activités de financement de sociétés et des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste aux États-Unis. Au Canada, une augmentation importante des produits tirés des activités de financement de sociétés a entraîné une hausse du total des produits des activités ordinaires de 238,8 millions \$, ou 116,7 %. Les produits tirés de nos activités au Royaume-Uni ont légèrement reculé de 0,6 million \$, ou 0,6 %, pour s'établir à 95,5 millions \$ à l'exercice 2021 en raison de la diminution des honoraires de consultation, en partie compensée par la hausse des produits tirés des activités de financement de sociétés.

Activités de financement de sociétés

Au cours de l'exercice 2021, la Société a continué de diversifier ses secteurs cibles. Les produits tirés du secteur des métaux et mines, qui est un secteur dominant pour la Société, tiennent compte de l'apport de l'Australie et du Canada. Les produits tirés des secteurs de la technologie et des produits industriels sont essentiellement attribuables à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada. La Société a également continué à être chef de file sur le plan des émissions de titres de sociétés d'acquisition à vocation spécifique (SAVS) canadiennes, tant à titre de promoteur que de preneur ferme, comme en témoignent les activités de notre secteur des produits financiers.

Les transactions réalisées par Marchés des capitaux Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés sont présentés en détail ci-après.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE

Transactions et produits tirés des activités de financement de sociétés par secteur

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2021	
	En % des transactions de financement des sociétés	En % des produits tirés des activités de financement des sociétés
Sciences de la vie	24,6 %	29,3 %
Technologie	18,8 %	25,5 %
Produits industriels	5,4 %	9,6 %
Métaux et mines	27,5 %	19,0 %
Produits diversifiés	6,2 %	4,3 %
Produits financiers	4,0 %	2,3 %
Produits de consommation et de détail	2,4 %	3,6 %
Immobilier	2,3 %	0,6 %
Autres	1,2 %	1,5 %
Produits structurés et développement durable	4,1 %	1,3 %
Énergie	3,5 %	3,0 %
Total	100,0 %	100,0 %

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY – PAR RÉGION

Transactions de financement de sociétés par secteur (en % du nombre de transactions de financement de sociétés pour chaque région)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2021			
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Australie
Sciences de la vie	24,1 %	46,7 %	4,3 %	4,5 %
Métaux et mines	30,6 %	0,0 %	10,0 %	60,3 %
Technologie	11,4 %	38,9 %	20,0 %	19,0 %
Produits diversifiés	10,6 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Produits structurés et développement durable	7,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Immobilier	3,8 %	0,0 %	0,0 %	0,6 %
Produits industriels	0,3 %	11,9 %	38,6 %	2,8 %
Produits financiers	5,5 %	0,4 %	11,4 %	0,6 %
Produits de consommation et de détail	1,6 %	2,0 %	0,0 %	6,7 %
Autres	1,9 %	0,1 %	0,0 %	0,5 %
Énergie	3,1 %	0,0 %	15,7 %	5,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Produits tirés des activités de financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés des activités de financement de sociétés pour chaque région)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2021			
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Australie
Sciences de la vie	34,7 %	41,7 %	2,2 %	2,9 %
Technologie	17,7 %	40,4 %	18,4 %	17,7 %
Produits industriels	0,7 %	15,2 %	52,0 %	0,9 %
Métaux et mines	21,6 %	0,0 %	6,2 %	57,5 %
Produits diversifiés	10,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Produits financiers	3,0 %	0,1 %	13,1 %	0,0 %
Produits de consommation et de détail	1,9 %	2,6 %	0,0 %	11,5 %
Immobilier	1,4 %	0,0 %	0,0 %	0,3 %
Autres	3,5 %	0,0 %	0,0 %	1,0 %
Produits structurés et développement durable	3,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Énergie	2,3 %	0,0 %	8,1 %	8,2 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Note : Dans les tableaux ci-dessus, les transactions avec les sociétés du secteur du cannabis au Canada sont incluses dans le secteur Sciences de la vie.

CHARGES

Les charges de l'exercice 2021 se sont élevées à 976,6 millions \$, une hausse de 353,0 millions \$, ou 56,6 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges pour l'exercice 2021 a été de 969,0 millions \$, une hausse de 356,3 millions \$, ou 58,2 %, comparativement à celui de l'exercice 2020. En pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges a diminué de 15,0 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Charge de rémunération

La charge de rémunération pour l'exercice 2021 a augmenté de 340,9 millions \$, ou 84,8 %, comparativement à celle de l'exercice 2020. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 56,6 % pour l'exercice clos le 31 mars 2021, en baisse de 1,7 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2020.

Au Canada, en Australie et aux États-Unis, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué par rapport à celle de l'exercice 2020, en raison de l'importante hausse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel. Dans nos activités au Royaume-Uni, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 3,1 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2020, en raison de la baisse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel.

Charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires par région de Marchés des capitaux Canaccord Genuity

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation entre l'exercice 2021 et l'exercice 2020
Canada	50,6 %	53,8 %	(3,2) p. p.
Royaume-Uni et Europe	66,4 %	63,3 %	3,1 p. p.
États-Unis	56,9 %	58,8 %	(1,9) p. p.
Australie	65,2 %	65,6 %	(0,4) p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	56,6 %	58,3 %	(1,7) p. p.

p. p. : points de pourcentage

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes ont été de 223,2 millions \$ pour l'exercice 2021 par rapport à 219,3 millions \$ pour l'exercice 2020, ce qui représente une hausse de 3,9 millions \$, ou 1,8 %. Les frais de négociation et les frais de développement représentent les composantes des autres charges indirectes qui ont le plus augmenté par rapport à l'exercice précédent, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des frais d'administration, de la charge d'amortissement et de la charge d'intérêts.

La hausse des frais de négociation s'explique par l'augmentation des activités de négociation dans nos activités aux États-Unis et au Canada. Aux États-Unis, les frais de développement se sont accrus de 4,7 millions \$ en raison surtout de la hausse des dépenses engagées pour soutenir l'importante croissance des produits des activités ordinaires dans ce secteur.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Les hausses des frais de négociation et des frais de développement susmentionnées ont été contrebalancées en partie par une diminution de 22,3 millions \$, ou 38,1 %, des frais d'administration par rapport à ceux de l'exercice 2020, ce qui s'explique principalement par la diminution des frais de promotion et de déplacement et des frais liés aux conférences en raison des restrictions imposées liées à la COVID-19 au cours de l'exercice.

La charge d'amortissement a diminué de 6,2 millions \$ comparativement à celle de l'exercice précédent, pour s'établir à 6,8 millions \$, principalement en raison d'une réduction de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier.

La charge d'intérêts a diminué de 3,9 millions \$, ou 25,0 %, par rapport à celle de l'exercice 2020, en raison de la baisse des activités d'emprunt de titres et des frais connexes au Canada.

Au cours de l'exercice 2021, des frais connexes aux acquisitions de 4,6 millions \$ liés à la réévaluation de la contrepartie éventuelle relative à l'acquisition de Jitneytrade ont été comptabilisés. Les frais connexes aux acquisitions en lien avec les acquisitions de Petsky Prunier et Patersons ont atteint 1,8 million \$ au cours de l'exercice 2020 (les résultats des activités de gestion de patrimoine en Australie étaient compris avec ceux de Marchés des capitaux avant le T3/20).

RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 317,3 millions \$ pour l'exercice 2021, en hausse de 268,5 millions \$ par rapport à celui de l'exercice 2020. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, y compris les charges indirectes imputées, a augmenté, passant de 59,8 millions \$ à l'exercice 2020 à 324,9 millions \$ à l'exercice 2021. L'accroissement du résultat avant impôt sur le résultat, compte non tenu des éléments importants¹, est attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos secteurs d'exploitation au Canada, aux États-Unis et en Australie.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement au Canada pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque. La Société mène des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie.

Au Royaume-Uni et en Europe, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity compte 13 bureaux au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man. Les produits des activités ordinaires de cette entreprise proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille. L'entreprise offre des services aux clients au Royaume-Uni, à l'international et en Europe et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris des fonds de placement gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Au 31 mars 2021, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 9 bureaux dans l'ensemble du Canada. La Société se concentre sur l'embauche d'équipes de conseillers d'expérience afin d'accélérer la croissance au sein de ces activités.

Perspectives

Notre virage stratégique visant à accroître l'apport du rendement de notre secteur de gestion de patrimoine mondiale demeure une priorité pour la Société. Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits, nous nous attendons à réduire considérablement notre dépendance aux produits tirés des transactions au cours des années à venir, ce qui rendra notre entreprise moins sensible aux variations des conditions de marché et aux activités de négociation.

La division tirant 72,1 % de ses produits des activités donnant droit à des honoraires récurrentes, les sources de produits générées par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe contribuent à améliorer la stabilité de son rendement global. Les avoirs des clients dans nos produits de gestion de placement internes se chiffrent à plus de 1 milliard \$ et suscitent un intérêt de plus en plus marqué chez les sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales. La Société demeurera à l'affût de possibilités stratégiques pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni. L'investissement massif de 219 millions \$ de HPS, dont l'annonce a été faite en février 2021, fera en sorte que nous pourrions compter sur un partenaire stratégique et financier dans le cadre d'acquisitions futures et de possibilités de croissance. Le 15 avril 2021, après la clôture de l'exercice, la Société a annoncé qu'elle avait fait l'acquisition des activités de gestion des placements d'Adam & Company. Cette acquisition constitue une occasion unique qui permettra à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity d'établir sa présence sur le marché écossais grâce aux assises solides de cette entreprise et à la notoriété de sa marque. La clôture de la transaction devrait avoir lieu au deuxième trimestre de l'exercice 2022 de la Société.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Au Canada, la Société continue de mettre l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement et à une formation ciblés. Bien que le contexte d'embauche demeure concurrentiel, nous anticipons que les avantages tirés de notre plateforme mondiale indépendante, les investissements à l'appui de la technologie et de notre offre de produits ainsi que notre bilan éprouvé en matière d'accroissement des produits et de la rentabilité sur plusieurs années consécutives nous permettent de continuer d'attirer davantage de conseillers en placement désirant tirer parti des possibilités qu'offre notre plateforme pour faire fructifier leurs activités plus rapidement et de façon durable. Nous restons fortement déterminés à attirer et à retenir des conseillers compétents, à investir dans la technologie et dans les programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits de qualité visant à attirer des investisseurs fortunés et à aider nos conseillers à élargir leurs activités.

La Société compte toujours tirer parti du succès de ses activités de gestion de patrimoine élargies en Australie. Nous prévoyons une expansion soutenue grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine dans ce marché. Le contexte de marché robuste propice aux activités de financement de sociétés à petite capitalisation au cours de l'exercice 2021 a renforcé la collaboration avec notre groupe des marchés des capitaux dans cette région et nous nous attendons donc à en tirer parti à mesure que nous progressons vers l'atteinte de nos priorités stratégiques. Nous nous efforcerons également de convertir d'autres actifs, totalisant 15,8 milliards \$ et détenus dans la plateforme de négociation de Patersons, en actifs générateurs de produits plus élevés.

RENDEMENT FINANCIER – AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2021	2020	Variation entre l'exercice 2021 et l'exercice 2020	
Produits des activités ordinaires	324 041 \$	209 566 \$	114 475 \$	54,6 %
Charges				
Charge de rémunération	193 934	121 494	72 440	59,6 %
Autres charges indirectes	51 423	53 184	(1 761)	(3,3) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—
Total des charges	245 357 \$	174 678 \$	70 679 \$	40,5 %
Imputations intersectorielles ³	16 065	12 229	3 836	31,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	62 619	22 659	39 960	176,4 %
ASG – Canada (discrétionnaires) ⁴	6 307	4 009	2 298	57,3 %
ASA – Canada ⁵	32 240	18 440	13 800	74,8 %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	145	146	(1)	(0,7) %
Nombre d'employés	454	432	22	5,1 %
Compte non tenu des éléments importants⁶				
Total des charges	245 357 \$	174 678 \$	70 679 \$	40,5 %
Imputations intersectorielles ³	16 065	12 229	3 836	31,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	62 619	22 659	39 960	176,4 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, les ASA, les ASG, le nombre d'équipes de conseillers et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Comprend les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

4) Les ASG représentent les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

5) Les ASA représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Les ASA englobent les ASG.

6) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 324,0 millions \$, soit une hausse de 114,5 millions \$, ou 54,6 %, par rapport à ceux de l'exercice 2020, attribuable à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires et des produits tirés des activités de financement de sociétés.

Les ASA au Canada ont augmenté de 74,8 %, passant de 18,4 milliards \$ au 31 mars 2020 à 32,2 milliards \$ au 31 mars 2021, par suite de la hausse de la valeur de marché ainsi que des entrées de trésorerie nettes générées par de nouveaux actifs. On comptait 145 équipes de conseillers au Canada, soit une de moins qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont diminué de 11,7 points de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent et ont représenté 28,5 % des produits de gestion de patrimoine générés au Canada au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, en raison de l'augmentation significative des produits tirés des activités de transaction.

Pour l'exercice 2021, les charges se sont élevées à 245,4 millions \$, en hausse de 70,7 millions \$, ou 40,5 %, par rapport à celles de l'exercice 2020. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 7,6 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la hausse des produits des activités ordinaires et par la nature invariable de certaines charges indirectes.

La charge de rémunération a augmenté de 72,4 millions \$, ou 59,6 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,8 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent, pour s'établir à 59,8 % à l'exercice 2021.

Les autres charges indirectes exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué de 9,5 % comparativement à celles de l'exercice 2020. Les frais de négociation ont augmenté de 4,0 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2020, ce qui s'explique par l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires. Les frais d'administration ont diminué de 7,7 millions \$, ou 46,9 %, en raison d'une diminution des frais liés aux conférences et d'une réduction des provisions pour les comptes des clients comptabilisée au cours de l'exercice considéré. Les frais de développement se sont accrus de 1,8 million \$ en raison de l'amortissement des paiements incitatifs à l'intention des nouveaux employés.

Le résultat avant impôt sur le résultat a affiché une hausse de 40,0 millions \$, pour s'établir à 62,6 millions \$ à l'exercice 2021, du fait de l'augmentation des produits des activités ordinaires.

RENDEMENT FINANCIER – ROYAUME-UNI ET EUROPE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2021	2020	Variation entre l'exercice 2021 et l'exercice 2020	
Produits des activités ordinaires	277 329 \$	277 953 \$	(624) \$	(0,2) %
Charges				
Charge de rémunération	149 095	151 020	(1 925)	(1,3) %
Autres charges indirectes	78 423	80 881	(2 458)	(3,0) %
Frais de restructuration	—	1 098	(1 098)	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	1 278	(1 930)	3 208	166,2 %
Total des charges	228 796	231 069	(2 273)	(1,0) %
Imputations intersectorielles ²	1 208	1 149	59	5,1 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	47 325 \$	45 735 \$	1 590 \$	3,5 %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	52 298	39 879	12 419	31,1 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	202	210	(8)	(3,8) %
Nombre d'employés	528	548	(20)	(3,6) %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	210 862 \$	220 274 \$	(9 412) \$	(4,3) %
Imputations intersectorielles ²	1 208	1 149	59	5,1 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	65 259	56 530	8 729	15,4 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, les ASG, le nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

5) Comprend les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis la date d'acquisition du 1^{er} mai 2019.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions du marché. Les produits des activités ordinaires se sont chiffrés à 277,3 millions \$ pour l'exercice 2021, une diminution de 0,6 million \$, ou 0,2 %, par rapport à ceux de l'exercice 2020. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont élevés à 160,5 millions £ à l'exercice 2021, en baisse de 3,8 millions £, ou 2,3 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2021, les ASG au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 52,3 milliards \$, en hausse de 31,1 % par rapport à 39,9 milliards \$ au 31 mars 2020 en raison surtout de la hausse de la valeur de marché. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 33,3 % comparativement à ceux au 31 mars 2020. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 72,1 % du total des produits des activités ordinaires dans cette région à l'exercice 2021, une légère diminution de 0,8 point de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent.

La charge de rémunération s'est chiffrée à 149,1 millions \$, en baisse de 1,9 million \$ par rapport à 151,0 millions \$ à l'exercice 2020. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement diminué de 0,5 point de pourcentage, passant de 54,3 % pour l'exercice 2020 à 53,8 % pour l'exercice 2021.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021, les autres charges indirectes ont diminué de 2,5 millions \$, ou 3,0 %, par rapport à celles de l'exercice précédent.

Les frais d'administration ont diminué de 3,2 millions \$, ou 13,8 %, en raison surtout du recul des frais de déplacement et de promotion. Les frais liés aux communications et à la technologie ont diminué de 1,8 million \$, ou 11,1 %, par rapport à ceux de l'exercice 2020, ce qui s'explique essentiellement par le remplacement de certains systèmes de communication. La charge d'intérêts a diminué de 0,7 million \$, ou 17,1 %, en raison surtout de la réduction de la charge d'intérêts payée au titre de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale et de Thomas Miller.

Les baisses des charges susmentionnées ont été contrebalancées par une hausse de 4,1 millions \$ des frais de développement par rapport à ceux de l'exercice précédent, attribuable à un ajustement comptabilisé à l'exercice 2020 au titre des coûts relatifs aux mesures incitatives liées aux acquisitions et aux initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

Au cours de l'exercice 2021, des frais connexes aux acquisitions de 1,3 million \$ ont été comptabilisés dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni en lien avec l'acquisition proposée d'Adam & Company annoncée le 15 avril 2021. Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2021.

Des frais de restructuration de 1,1 million \$ ont été comptabilisés à l'exercice 2020 au titre des coûts d'intégration liés aux acquisitions récentes. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a également comptabilisé des frais connexes aux acquisitions de 2,3 millions \$ relativement à l'acquisition de Thomas Miller. De plus, un recouvrement de 4,2 millions \$ a été comptabilisé en lien avec la reprise d'une partie de la contrepartie éventuelle se rapportant à l'acquisition de Thomas Miller à l'exercice précédent.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 47,3 millions \$, comparativement à 45,7 millions \$ à l'exercice précédent, ce qui s'explique par la réduction des charges de rémunération et des charges indirectes de nature invariable. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 65,3 millions \$, soit une hausse de 8,7 millions \$, ou 15,4 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, qui fait état de la croissance de l'apport net de nos activités dans cette région.

RENDEMENT FINANCIER – AUSTRALIE¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2021	2020	Variation entre l'exercice 2021 et l'exercice 2020	
Produits des activités ordinaires	62 249 \$	23 916 \$	38 333 \$	160,3 %
Charges				
Charge de rémunération	42 084	15 268	26 816	175,6 %
Autres charges indirectes	13 239	8 680	4 559	52,5 %
Frais de restructuration	—	823	(823)	(100,0) %
Total des charges	55 323	24 771	30 552	123,3 %
Imputations intersectorielles ²	15	(635)	650	102,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	6 911 \$	(220) \$	7 131 \$	n. p.
ASG ³	4 228	2 400	1 828	76,2 %
Nombre d'experts en placement	110	119	(9)	(7,6) %
Nombre d'employés	204	200	4	2,0 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	54 837 \$	23 505 \$	31 332 \$	133,3 %
Imputations intersectorielles ²	15	(635)	650	102,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	7 397	1 046	6 351	n. p.

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, les ASG, le nombre d'experts en placement et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

3) Les ASG représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents)

À compter du T3/20, le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie) comprend les résultats d'exploitation de Patersons Securities Limited (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») depuis la date de clôture de l'acquisition du 21 octobre 2019, ainsi que les activités de gestion de patrimoine auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Australie). Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie) a généré des produits des activités ordinaires de 62,2 millions \$, comparativement à 23,9 millions \$ de la date d'acquisition du 21 octobre 2019 au 31 mars 2020. Les ASG des activités de gestion de patrimoine en Australie s'établissaient à 4,2 milliards \$ au 31 mars 2021, en hausse de 1,8 milliard \$, ou 76,2 %, comparativement à ceux au 31 mars 2020. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Australie en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont représenté 26,1 % des produits de gestion de patrimoine pour l'exercice 2021, ce qui représente une hausse de 3,0 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

En raison de l'inclusion des résultats d'exploitation d'un exercice complet à l'exercice 2021, le total des charges a augmenté de 30,6 millions \$ par rapport à celui de l'exercice 2020, pour s'établir à 55,3 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

La charge de rémunération s'est chiffrée à 42,1 millions \$ à l'exercice 2021. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est chiffrée à 67,6 % pour l'exercice clos le 31 mars 2021, soit une hausse de 3,8 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent, attribuable à certains coûts fixes du personnel.

Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2021. Des frais de restructuration de 0,8 million \$ ont été comptabilisés à l'exercice 2020 au titre des coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 6,9 millions \$, comparativement à une perte de 0,2 million \$ à l'exercice précédent, ce qui s'explique par l'inclusion des résultats d'exploitation d'un exercice complet à l'exercice 2021. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 7,4 millions \$, soit une hausse de 6,4 millions \$ par rapport à celui de l'exercice précédent, qui fait état de l'apport net de nos activités élargies.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

NON SECTORIEL ET AUTRES

Aperçu

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Pinnacle Correspondent Services, les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Pinnacle Correspondent Services offre des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à d'autres intermédiaires financiers. Cette unité d'exploitation a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que la Société a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'administration, d'exploitation et de soutien de la Société, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. La Société compte 362 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de la Société sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Notre groupe de l'exploitation est responsable du traitement des transactions sur titres, dont la compensation et le règlement des transactions sur titres, la gestion de comptes ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de la Société incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de la Société à tout moment.

RENDEMENT FINANCIER¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2021	2020	Variation entre l'exercice 2021 et l'exercice 2020	
Produits des activités ordinaires	31 841 \$	22 963 \$	8 878 \$	38,7 %
Charges				
Charge de rémunération	99 785	48 460	51 325	105,9 %
Autres charges indirectes	26 603	20 996	5 607	26,7 %
Perte et autres coûts liés à l'extinction de débetures convertibles ³	4 354	—	4 354	n. p.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	922	207	715	n. p.
Total des charges	131 664	69 663	62 001	89,0 %
Imputations intersectorielles ²	(35 551)	(29 748)	(5 803)	(19,5) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(64 272)	(16 952)	(47 320)	(279,1) %
Nombre d'employés	362	339	23	6,8 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des produits des activités ordinaires	17 641 \$	22 963 \$	(5 322) \$	(23,2) %
Total des charges	127 310	69 663	57 647	82,8 %
Imputations intersectorielles ²	(35 551)	(29 748)	(5 803)	(19,5) %
Résultat avant impôt sur le résultat ⁴	(74 118)	(16 952)	(57 166)	n. p.

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant le recouvrement d'impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » ci-dessous.

3) Le 18 mars 2021, la Société a annoncé son intention de racheter le montant en capital complet de 132,7 millions \$ de ses débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 %. Le rachat a été conclu le 9 avril 2021. La Société a comptabilisé un montant de 4,4 millions \$ au titre de la perte et autres coûts liés à l'extinction de débetures convertibles.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents)

Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 31,8 millions \$ pour l'exercice 2021, en hausse de 8,9 millions \$, ou 38,7 %, par rapport à ceux de l'exercice 2020. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, un ajustement de 14,2 millions \$ de la juste valeur a été comptabilisé à l'égard de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles. L'ajustement est exclu de l'information de gestion, étant donné qu'il n'est pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle, ainsi que du calcul qui vise à déterminer le résultat net compte non tenu des éléments importants¹. Toute variation future de la juste valeur latente des titres négociables, comme déterminée selon les normes comptables applicables, pourrait s'avérer importante et sera comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés. En outre, la Société a enregistré une diminution des produits d'intérêts qui découle de la baisse des taux d'intérêt et des soldes de trésorerie détenus au cours de l'exercice.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Le total des charges s'est établi à 131,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2021, soit une hausse de 62,0 millions \$, ou 89,0 %, comparativement à celui de l'exercice précédent. Les coûts de rémunération représentent la charge qui a le plus augmenté, soit une hausse de 51,3 millions \$, ou 105,9 %, ce qui est attribuable en grande partie à une hausse de l'ajustement de la juste valeur des UALR. Les frais d'administration ont augmenté de 1,2 million \$, ou 9,3 %, en raison surtout d'une provision comptabilisée au titre des questions d'ordre juridique en cours pendant l'exercice considéré. Les frais de développement ont augmenté de 3,7 millions \$ du fait de l'amortissement accéléré de certaines immobilisations incorporelles liées à la technologie.

Comme il a déjà été mentionné, la Société a comptabilisé un montant de 4,4 millions \$ au titre de la perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles, par suite de l'extinction des débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties.

La perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 64,3 millions \$ pour l'exercice 2021, par rapport à une perte avant impôt sur le résultat de 17,0 millions \$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 74,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2021, par rapport à une perte avant impôt sur le résultat de 17,0 millions \$ pour l'exercice précédent.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien, de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de l'unité d'exploitation applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces unités d'exploitation.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données de l'état de la situation financière aux 31 mars				
	2021	2020	2019	2018	2017
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 883 292 \$	997 111 \$	820 739 \$	862 838 \$	677 769 \$
Titres détenus	1 041 583	931 467	690 499	469 217	784 230
Créances clients	3 973 442	3 275 841	2 656 664	2 215 837	3 395 736
Impôt sur le résultat à recevoir	738	5 603	2 502	1 170	1 085
Actifs d'impôt différé	81 229	39 487	22 117	19 941	15 323
Placements	12 193	10 105	6 224	2 035	2 829
Matériel et aménagements des locaux loués	23 070	24 860	25 792	30 967	31 479
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	531 038	565 587	524 757	418 731	295 065
Actifs au titre de droits d'utilisation	85 216	106 134	—	—	—
Total de l'actif	7 631 801 \$	5 956 195 \$	4 749 294 \$	4 020 736 \$	5 203 516 \$
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	— \$	— \$	9 639 \$	— \$	25 280 \$
Titres vendus à découvert	889 607	875 017	373 419	301 006	645 742
Dettes fournisseurs et charges à payer	5 160 600	3 673 451	3 123 765	2 638 954	3 669 883
Provisions	10 357	6 735	18 212	8 428	11 793
Impôt sur le résultat à payer	56 285	11 721	5 415	7 851	10 093
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	12 119	7 042	9 294	9 679	—
Tranche à court terme des obligations locatives	24 311	23 417	—	—	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	17 706	57 859	—	—	—
Contrepartie différée	8 087	8 966	22 225	9 997	—
Contrepartie éventuelle	11 490	47 614	108 319	49 844	—
Billet payable	—	—	5 832	—	—
Obligations locatives	70 591	88 922	—	—	—
Autres passifs non courants	—	1 760	1 741	—	—
Emprunt bancaire	66 200	79 192	50 370	61 758	—
Passifs d'impôt différé	13 552	9 903	7 978	13 715	140
Composante passif des débetures convertibles	168 112	128 322	127 225	57 081	56 442
Dette subordonnée	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Capitaux propres	1 107 094	928 618	876 363	841 352	764 785
Participations ne donnant pas le contrôle	8 190	156	1 997	13 571	11 858
Total du passif et des capitaux propres	7 631 801 \$	5 956 195 \$	4 749 294 \$	4 020 736 \$	5 203 516 \$

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 1,9 milliard \$ au 31 mars 2021, contre 997,1 millions \$ au 31 mars 2020. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Les titres détenus s'établissaient à 1,0 milliard \$ au 31 mars 2021, en regard de 931,5 millions \$ au 31 mars 2020, en raison surtout d'une augmentation des titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus.

Les créances clients se chiffraient à 4,0 milliards \$ au 31 mars 2021, en comparaison de 3,3 milliards \$ au 31 mars 2020, ce qui s'explique surtout par une augmentation des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières.

Au 31 mars 2021, le goodwill atteignait 380,1 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 150,9 millions \$. Au 31 mars 2020, le goodwill se chiffrait à 395,4 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 170,2 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier et de Patersons.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 117,2 millions \$ au 31 mars 2021, comparativement à 80,1 millions \$ au 31 mars 2020, principalement en raison d'une hausse des actifs d'impôt différé et des placements.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les titres vendus à découvert étaient de 889,6 millions \$ au 31 mars 2021, contre 875,0 millions \$ au 31 mars 2020, en raison surtout d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 5,2 milliards \$, une hausse par rapport à 3,7 milliards \$ au 31 mars 2020, attribuable principalement à une augmentation des sommes dues aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer, les autres passifs à long terme et les passifs d'impôt différé, étaient de 77,3 millions \$ au 31 mars 2021, comparativement à 30,9 millions \$ à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'impôt sur le résultat à payer.

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour les acquisitions de Hargreave Hale et de Thomas Miller. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt est assorti d'un taux d'intérêt annuel de 2,1288 % au 31 mars 2021 (taux annuel de 2,6584 % au 31 mars 2020).

Compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale et de Thomas Miller décrit précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 637,1 millions \$ (653,7 millions \$ au 31 mars 2020). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2021, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (néant au 31 mars 2020).

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 2,9 millions \$ (2,3 millions \$ US) (3,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2020) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Aux 31 mars 2021 et 2020, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

Une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de respectivement 8,1 millions \$ et 29,2 millions \$ ont été comptabilisées au 31 mars 2021 dans le cadre des acquisitions de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier. Se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021 pour de plus amples renseignements.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 8,2 millions \$ au 31 mars 2021, en comparaison de 0,2 million \$ au 31 mars 2020, ce qui représente 15 % (15 % au 31 mars 2020) de l'actif net de nos activités en Australie.

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties auprès d'une institution financière totalisant 3,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) (2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) au 31 mars 2020) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2021, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (9,6 millions \$ au 31 mars 2020).

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau qui suit résume les obligations contractuelles à long terme de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2021 :

(en milliers \$ CA)	Total	Exercice 2022	Exercice 2023 – Exercice 2024	Exercice 2025 – Exercice 2026	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	154 853	29 642	52 741	32 445	40 025
Emprunt bancaire ¹	83 280	14 271	69 009	—	—
Débiteures convertibles ²	168 112	168 112	—	—	—
Total des obligations contractuelles	406 245	212 025	121 750	32 445	40 025

1) L'emprunt bancaire comprend la facilité de crédit de 40 000 000 £ obtenue pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de Hargreave Hale et la facilité de crédit de 15 000 000 £ liée à l'acquisition de Thomas Miller. L'emprunt bancaire porte intérêt à 2,1288 % par année, est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. Le solde actuel, déduction faite des frais de financement non amortis, est de 45,2 millions £.

2) Les débiteures convertibles se composent de débiteures convertibles subordonnées de premier rang non garanties (débiteures) émises au T2/19. Le 18 mars 2021, la Société a annoncé son intention de racheter le montant en capital complet de 132 690 000 \$ de ses débiteures, plus les intérêts courus. Le rachat a été conclu le 9 avril 2021.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe la composante capitaux propres des débiteures convertibles, les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 31 mars 2021, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 1,9 milliard \$, en hausse de 886,2 millions \$ par rapport à 997,1 millions \$ au 31 mars 2020. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, des flux de trésorerie de 191,2 millions \$ ont été affectés aux activités de financement, essentiellement pour l'achat d'actions ordinaires dans le cadre du RILT (37,8 millions \$), le versement de dividendes en

espèces sur les actions privilégiées et ordinaires (33,3 millions \$), le paiement d'une contrepartie différée et d'une contrepartie éventuelle (73,6 millions \$) et les paiements de loyers (30,2 millions \$). Un montant de 12,5 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour l'acquisition d'une participation et l'achat d'immobilisations corporelles et incorporelles. Les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 1,1 milliard \$, essentiellement attribuables aux variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une baisse de 5,7 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans close le 30 septembre 2016. Depuis le 1^{er} octobre 2016, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, sont payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période prenant fin le 30 septembre 2021, inclusivement. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans ayant pris fin le 30 juin 2017. À compter du 1^{er} juillet 2017, jusqu'au 30 juin 2022, les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,993 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2017, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 18 mars 2021, la Société a annoncé son intention de racheter le montant en capital complet de 132 690 000 \$ de ses débentures en circulation. Le prix de rachat des débentures correspond à 1 266,95 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ du montant en capital des débentures, à savoir un total de i) 1 250 \$ par tranche de 1 000 \$ du montant en capital des débentures, et ii) 16,95 \$ d'intérêt couru et non payé par tranche de 1 000 \$ du montant en capital jusqu'au 9 avril 2021 exclusivement. Le prix de rachat total de 168,1 millions \$ a été comptabilisé à titre de montant à payer au 31 mars 2021. Le rachat a été conclu le 9 avril 2021.

Les débetures étaient réputées éteintes aux fins comptables, selon l'IFRS 9, *Instruments financiers*, au 31 mars 2021. Par conséquent, la Société a comptabilisé une perte de 36,2 millions \$ au titre de l'extinction des débetures au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, dont un montant de 4,1 millions \$ a été comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés et un montant de 32,1 millions \$, directement en réduction des capitaux propres. Des honoraires professionnels de 0,3 million \$ ont également été engagés relativement à l'extinction des débetures au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2021	2020
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	95 791 083	93 464 251
Nombre d'actions émises et en circulation ²	108 191 331	107 812 361
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	112 567 757	130 722 846
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	96 658 863	98 449 097
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	108 977 972	128 302 744

- 1) Exclut 122 355 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste, 11 588 393 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 689 500 actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'OPRCNA.
- 2) Inclut 122 355 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste, 11 588 393 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 689 500 actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'OPRCNA.
- 3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 4 376 426 actions, nets des renoncations.
- 4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution.

Le 18 août 2020, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 21 août 2020 au 21 août 2021, jusqu'à concurrence de 5 390 674 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, 845 500 actions ont été rachetées et annulées, et 70 000 actions supplémentaires ont été rachetées, mais n'avaient pas encore été annulées, au 31 mars 2021.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des rachats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 21 août 2020 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 20 août 2021) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 76 127 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civils allant de février 2020 à juillet 2020 (25 % du volume de négociation quotidien moyen de 304 508 actions ordinaires)).

Au 31 mai 2021, 107 639 231 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D'ACTION ORDINAIRE

Solde au 31 mars 2020	107 812 361
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	1 121
Actions émises en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier	736 850
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie éventuelle de Jitneytrade	300 000
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	182 999
Actions émises en lien avec la conversion des débetures convertibles	3 500
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(845 500)
Solde au 31 mars 2021	108 191 331

Régimes de paiements fondés sur des actions

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiducies pour les avantages du personnel (fiducies) ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre des prêts à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui a remplacé les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existants à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP ont reçu des attributions en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. De plus, la Société a mis sur pied le RILT de remplacement, qui a remplacé les RILT de CSHP, pour les employés admissibles, existants à la date d'acquisition.

UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Depuis le 7 août 2020, la moitié des honoraires annuels des administrateurs indépendants a été versée sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD détenues étant multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour les dix jours de Bourse précédant immédiatement une date d'évaluation choisie à l'avance par l'administrateur sortant qui peut tomber à tout moment entre la date de départ de l'administrateur et le 1^{er} décembre de l'année civile suivante. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis correspond à un multiple du nombre d'UALR initialement attribuées qui se situe dans une fourchette de 0x à 2x selon l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est également ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR ont été évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération au compte du résultat. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, le régime d'UALR a été modifié pour y ajouter certaines conditions d'acquisition des droits liées à l'emploi entraînant une variation de la charge périodique comptabilisée au cours de la période d'acquisition des droits.

OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement pour certains membres de la haute direction. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le gain à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, les conditions d'acquisition liées au rendement de l'action ont été respectées pour un total de 6 237 001 options en cours. Les conditions d'acquisition liées au rendement de l'action et celles liées au passage du temps ont été respectées pour un total de 1 923 667 options en cours; par conséquent, les droits sont maintenant entièrement acquis et les options demeurent en cours.

AUTRES RÉGIMES DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a octroyé une attribution fondée sur des actions à un membre de la haute direction. Les droits devaient initialement être acquis le 31 mars 2021, mais l'acquisition des droits peut être reportée au 31 mars 2022 au gré du porteur. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, l'attribution a été modifiée pour correspondre à une attribution réglée en espèces dont la valeur de règlement a été déterminée en fonction de la période d'évaluation close le 31 décembre 2020. La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux autres régimes de paiements fondés sur des actions était de 19,3 millions \$ au 31 mars 2021.

AUTRE PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT

D'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionnariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2021	31 mars 2020
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. IV	Canada	100 %	s. o.
CG Investments Inc. V	Canada	100 %	s. o.
CG Investments Inc. VI	Canada	100 %	s. o.
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Tunisie SARL	Tunisie	75 %	75 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Hargreave Hale Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
CG McCarthy Taylor Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
CG Wealth Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams BC ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Finance Company ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Finance Company LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity Financial Limited*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited	Chine	100 %	100 %
加通亚洲(北京)投资顾问有限公司			
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity SG Pte. Ltd. (en cours de liquidation)	Singapour	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited	Jersey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited	Irlande	100 %	100 %

* La Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 mars 2021, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (85 % au 31 mars 2020) (note 8).

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, une UALR et un régime d'options sur actions liées au rendement. Les administrateurs indépendants ont également reçu des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2021 et 2020.

(en milliers)	31 mars 2021	31 mars 2020
Avantages du personnel à court terme	10 663 \$	12 877 \$
Paiements fondés sur des actions	654	1 068
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	11 317 \$	13 945 \$

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

(en milliers)	31 mars 2021	31 mars 2020
Créances clients	4 686 \$	2 328 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 562 \$	980 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2021 et 2020 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2021 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec les acquisitions de Patersons Securities Limited et de Thomas Miller Wealth Management et Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2021, la Société détenait 80 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL) et de Canaccord Genuity Financial Limited. La Société a aussi évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CGAL et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), aux 31 mars 2021 et 2020. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si la Société détenait 80 % des actions émises de CGAL au 31 mars 2021, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 15 %, ce qui représente la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à

des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a un indice que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiées à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs pris individuellement sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2021 ont été de 8,4 millions \$ (8,4 millions \$ en 2020). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le RILT ou le régime).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (UAD) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui sont réglées en instruments de capitaux

propres. En outre, certains membres de la haute direction reçoivent, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (UALR) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Les droits rattachés aux UATI émises aux termes du régime continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport. La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée en charges au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération au compte de résultat en tenant compte de certaines conditions liées à l'emploi.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de

l'obligation peut être estimée de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

Les instruments financiers représentent une partie importante de l'actif et du passif de la Société. Celle-ci a recours aux instruments financiers dans le cadre de ses activités de négociation et autres que de négociation. Les activités de négociation de la Société comprennent l'achat et la vente de titres à des fins de facilitation de transactions pour le compte de clients et la prise de positions de négociation à titre de contrepartiste dans le but de dégager un profit.

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner ou atténuer l'exposition aux risques de marché, de crédit ou de liquidité. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont ces risques sont gérés, se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion. Pour connaître les principales hypothèses qui ont été formulées pour évaluer les instruments financiers et autres instruments, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2021.

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 mars 2021, aucun contrat à terme visant la vente de dollars américains n'était en cours, alors qu'au 31 mars 2020, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 2,1 millions \$ US. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 5,9 millions \$ US, une hausse de 5,1 millions \$ US par rapport à ceux au 31 mars 2020. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Au 31 mars 2021, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours s'établissait à une position vendeur de 1,1 million \$ (position acheteur de 29,9 millions \$ au 31 mars 2020).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2021 et 2020, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

Aucune nouvelle norme comptable n'a été adoptée pour la période close le 31 mars 2021.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

NORMES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Il n'y a pas de normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société et qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 mars 2021.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2021, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2021 et pendant l'exercice clos à cette date.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2021 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait pas de faiblesse significative dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Gestion des risques

APERÇU

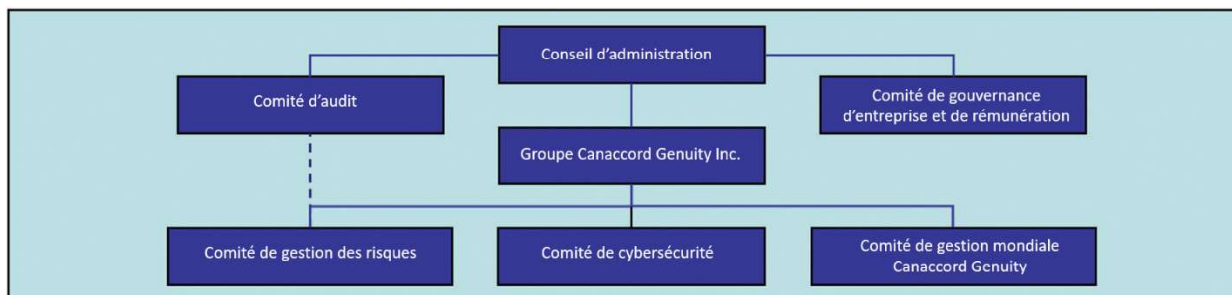
L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity.

STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de la Société s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de la Société en matière de risque, la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des pupitres de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société pour de plus amples renseignements sur le mandat des comités d'audit en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit aide le conseil d'administration à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef des finances et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de la Société. Le comité de gestion des risques identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de la Société, de même que les politiques, procédures et limites ou seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances, les technologies de l'information de même que les questions juridiques.

Le comité mondial de cybersécurité de la Société a pour mission d'identifier, de surveiller et de gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions comme l'évaluation du cyberrisque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché dans les limites de risque fixées par le comité de gestion des risques et approuvées par le comité d'audit. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

La Société est exposée au risque sur actions, au risque de liquidité et au risque de fluctuation du fait qu'elle négocie en son nom propre les titres de capitaux propres et les options sur actions. La Société est également exposée au risque de taux d'intérêt, au risque d'écart de taux et au risque de liquidité précis du fait qu'elle négocie en son nom propre les titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation. La direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Groupe Canaccord Genuity exploite également un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (VaR) pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe et d'instruments dérivés. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients de l'entreprise Jitneytrade, acquise par la Société au cours de l'exercice 2019 (renommée « CG Direct »), et des secteurs Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, y compris les comptes de marge de particuliers, sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique un ensemble de normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'un prêt sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande des titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par ces titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds fondés sur le risque qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

Les stratégies de négociation fondées sur l'utilisation de produits dérivés, comme les options négociées en Bourse et les contrats à terme standardisés, comportent un certain niveau de risque pour la Société. La nature non linéaire et intrinsèquement associée à un effet de levier des instruments dérivés a pour effet d'exacerber la rapidité avec laquelle leur valeur fluctue, ce qui peut entraîner le déclenchement d'appels de marge et de pertes liées aux clients. Bien que la Société impose des limites strictes aux activités de négociation des clients et qu'elle surveille l'exposition des clients en temps réel, rien ne garantit que ces procédures permettront d'éliminer ou de réduire le risque de pertes pour la Société.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie, les ratios de couverture des prêts et le risque de concentration. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, la négociation à titre de contrepartiste, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de négociation et de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché, les risques de crédit ou d'autres risques.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé de transactions. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

La Société a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire dans lequel elle exerce ses activités. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'utilisation et la garde des données

des clients, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, l'inconduite d'employés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de la Société.

La Société et ses entreprises associées fournissent des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocient leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (Bank Secrecy Act) et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (indications du FinCEN) portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue de telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait affaire ou qui ont un rôle dans les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société a mis en place un cadre de gestion des risques liés aux tiers pour l'intégration des nouveaux fournisseurs et d'autres parties tierces ainsi que pour la validation des fournisseurs actuels. Cette mesure d'atténuation des risques vise à assurer que toutes les parties qui interagissent avec la Société respectent des normes élevées en matière de cybersécurité.

La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, y compris en accroissant la sensibilisation au sein de la Société en offrant un programme de formation sur la cybersécurité à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité d'audit du conseil d'administration.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise, ou qu'une activité présumée avoir été entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant une perte des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements, d'une couverture médiatique traditionnelle ou en ligne défavorable, ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel, d'un service d'assistance en matière d'intégrité commerciale pour le signalement des incidents et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

Risque pandémique

Le risque pandémique est le risque que l'écllosion d'une maladie infectieuse à grande échelle augmente considérablement la morbidité et la mortalité à l'intérieur d'une vaste région géographique et entraîne d'importantes perturbations sociales et économiques. De telles perturbations pourraient avoir une incidence négative sur les affaires de la Société et empêcher celle-ci d'exercer ses activités comme elle le ferait dans des conditions normales. L'écllosion mondiale de la COVID-19 et la déclaration de l'état de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020 ont considérablement perturbé l'activité économique et causé un repli marqué des marchés boursiers mondiaux, ce qui a eu une incidence sur le cours normal des activités de la Société. Dans les premiers temps de l'écllosion, la Société a révisé son plan de reprise après sinistre pour se préparer à une escalade de l'écllosion. Dans le cadre de cette révision, la Société a notamment mis en place des systèmes d'accès à distance à faible temps de latence pour les pupitres de négociation, actualisé ses solutions technologiques et son infrastructure réseau, soumis ses systèmes d'accès à distance à des tests de charge et amélioré ses politiques et procédures pour réduire le recours aux processus manuels afin d'assurer le déroulement harmonieux des activités dans un contexte de télétravail. Étant bien préparée, la Société a pu poursuivre ses activités sans perturbation marquante lors de la transition de la plupart de ses employés vers le travail à distance. Le fonctionnement harmonieux et efficace des pupitres de négociation a permis de bien servir les clients et de limiter l'exposition de la Société ainsi que les risques liés à la gestion des titres qu'elle détient et à ses positions de négociation. Bien que les systèmes, processus et procédures de la Société aient permis de limiter efficacement les risques d'affaires associés à la pandémie de COVID-19, ces systèmes, processus et procédures pourraient s'avérer inefficaces lors de futures pandémies ou si les conditions découlant de la pandémie de COVID-19 se détériorent ou persistent pendant une longue période. L'importance des répercussions que la pandémie de COVID-19 continuera d'avoir sur les activités et la situation financière de la Société dépendra de l'évolution future de la situation, notamment en ce qui concerne la propagation des variants du virus, l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants, la réalisation du programme de vaccination de masse ainsi que l'incidence des mesures de contrôle et des restrictions connexes imposées par les autorités gouvernementales.

Risque de contrôle

Au 31 mars 2021, les hauts dirigeants et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 12,6 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (21,3 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de la Société.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity Inc. pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Facteurs de risque

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de la Société et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

Un exposé plus poussé sur les risques figure dans la notice annuelle.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration jugera pertinents.

Déclaration de dividendes

Le 1^{er} juin 2021, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,075 \$ par action ordinaire payable le 30 juin 2021 aux actionnaires inscrits le 18 juin 2021.

Le 1^{er} juin 2021, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A, payable le 30 juin 2021 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 18 juin 2021.

Le 1^{er} juin 2021, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C, payable le 30 juin 2021 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 18 juin 2021.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris notre notice annuelle, se trouvent sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.